

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Espace de Libertés est distribué à tous les membres des associations affiliées au CAL/Brabant Wallon grâce à une participation financière de cette régionale.

Rédaction et publicité

CAL: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61. E-mail: espace@cal.ulb.ac.be Site du mouvement laïque: <http://www.laicite.be> ISSN 0775-2768

Fondateur: Jean Schouters

Membre d'honneur: Ghislaine De Bièvre

Directeur: Patrice Dartevelle

Rédactrice en chef: Michèle Michiels

Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet

Production et administration:

Fabienne Sergoyne

Comité de rédaction: Mireille Andries,

Jean Charlier, Patrice Dartevelle, Julien

Dohet, Jérôme Jamin, André

Koeckelenbergh, Jules Louis, Yolande

Mendes da Costa, Jacques Rifflet,

Johannès Robyn, Frédéric Soumois,

Serge Vandervorst.

Documentaliste: Anne Cugnon

Impression: Massoz s.a., Liège

Abonnements:

Pour 10 numéros:

Belgique: 18 €, Étranger: 26 €

Pour 10 numéros + 2 Documents:

Belgique: 20 €, Étranger: 32 €

par virement au compte

n°210-0624799-74 du CAL.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.



Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux.

En couverture: photo Reuters. Notre dossier: *Europe: défense sous influence*, pages 4 et suivantes.

s o m m a i r e

Éditorial

Quand j'entends «proximité»... – Patrice Dartevelle _____ 3

Dossier: Europe: défense sous influence

Douce, douce Europe. Une interview de Pierre Hassner – Propos

recueillis par Pascal Martin _____ 4

De la défense commune au maintien de la paix – Valérie Peclow _____ 6

L'Europe: entre espoir et réalité. Une interview de Franklin Dehousse

Propos recueillis par Patrice Dartevelle et Nicole Nottet _____ 8

Les séquelles du conflit yougoslave – Francis Briquemont _____ 10

Valses de stratégies – Joseph Henrotin _____ 12

Bunia, Congo - Un succès... à usage européen – Colette Braeckman _____ 14

Monde

Iran - Khatami ou l'hypothèse d'une évolution laïque? – Firouzeh Nahavandi _____ 15

Iran - Démocratie et islamité moderne – Ahmed Aminian-Tabrizi _____ 17

Société

La faute des autres – Olivier Swingedau _____ 20

Réflexion sur le système de parenté – Ghislaine Julémont _____ 22

Cockerill - C'est beau un haut fourneau la nuit – Sergio Carrozzo _____ 24

La précarité sera-t-elle le genre humain? L'entretien de Jean Sloover

avec Catherine Lévy _____ 26

Idées

Ringard, le rationalisme? – André Koeckelenbergh _____ 28

La certitude d'Albert Jacquard – Yolande Mendes da Costa _____ 29

Culture

Par-dessus les voix – Sophie Creuz _____ 30

Multimédia

Internet et le paradis perdu – Marc Oschinsky _____ 31

Agenda

_____ 32

Le sacré

Le nouveau numéro de la revue Vivre vient de paraître

Dans ce neuvième numéro de la revue *Vivre*, intitulé «Le sacré», des auteurs d'horizons philosophiques et religieux différents explorent les multiples approches de la notion de sacré pour tenter d'en cerner l'essence et l'évolution. Le sacré implique-t-il nécessairement le divin ou peut-il se concevoir en dehors de toute référence religieuse? Existe-t-il un sacré laïque? Est-il immanence ou transcendance? Objet ou idée? Faut-il nécessairement un sacré? Autant de questions parmi d'autres qui sont abordées dans ce numéro.

Abonnement annuel (4 numéros)

Belgique: 17,35 € - Union européenne: 19,83 €

Suisse: 22,32 € - Autres pays: sur demande.

À virer au compte 210-0624799-74 du Centre d'Action Laïque avec la mention «abonnement Vivre».

Quand j'entends «proximité»...

En annonçant sa nouvelle émission pour octobre, «36 heures», c'est-à-dire le temps qu'un homme politique français passerait avec une famille, la chaîne privée TF1 a franchi un pas de plus dans la télé-réalité, la télé de proximité ou pour parler vrai, la télévision-poubelle¹.

Dans certaines limites, l'idée de confronter un homme politique avec des citoyens «d'en bas» n'est pas neuve: Giscard d'Estaing, lorsqu'il était président de la République avait reçu les éboueurs du quartier à l'Élysée et avait donné en spectacle ses talents d'accordéoniste. Il est vrai que l'effet de contraste de ces manifestations des plus populaires avec le très aristocratique président du pays de Marianne suscitait une certaine ironie.

Maintenant, par contre, on est dans le sérieux, l'organisé. La première émission devait être consacrée au ministre porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, mais en réalité, la firme productrice (2P2L) avait déjà réalisé un «pilote» de la future émission avec Pierre Bédier, le secrétaire d'État aux programmes immobiliers.

Qui sont les élus?

Le premier problème que cela me pose, c'est celui de la hargne absurde, de l'égalitarisme sauvage qui veut que l'homme politique soit ramené ou maintenu au niveau de l'électeur moyen. L'exigence, que l'on appelle de proximité, paraît fondée sur le refus que l'homme politique soit différent du citoyen moyen: il devrait être son porte-parole pur et simple sous peine de trahison de la démocratie.

Je ne vois pas de logique démocratique à cela. Si l'homme politique doit être strictement l'homme de la rue, il ne faut plus d'élections: un simple tirage au sort avec quelques conditions comme la répartition adéquate des sexes, des sous-régions, des âges et des catégories que l'on voudra, donnera aujourd'hui le meilleur résultat «photographique». Plus simple encore et moins cher: de simples sondages d'opinion bien contrôlés.

Le fondement de la démocratie est largement inverse: le peuple souverain désigne les personnes les plus qualifiées et les plus représentatives de son sentiment. Au bout de quelque temps, il peut conforter ou sanctionner ceux qu'ils a désignés. Mais ceux-ci ont des qualités autres que l'électeur moyen.

La démocratie athénienne avait un système plus cohérent qu'on ne le croit. Les législateurs étaient tirés au sort –ils devaient être la stricte émanation du peuple– mais les stratèges et quelques autres responsables, disons les ministres en termes d'aujourd'hui, étaient élus pour leurs qualités propres. À défaut, on sombre dans le populisme et la démagogie.

L'illusion de la réalité

Le second problème est celui de l'évolution des médias. Il n'est pas sans rapport avec le premier en termes d'évolution des esprits.

La télévision –commerciale comme publique– veut être proche du citoyen et croit trouver une solution «dans une sorte de réalité soi-disant brute, sans distance critique»².

On capte en fait le terme «réalité» qui est connoté positivement pour réaliser une mystification. Mais la réalité n'est pas dans l'immédiat. Celui-ci nous en éloigne très souvent ou ne nous dit rien.

L'image, le direct, donnent un sentiment de réalité mais une étude statistique nous en dit bien plus sur le monde tel qu'il est.

Avec ce type de réalité, la manipulation est des plus aisées avec tous les risques qu'elle comporte. Une coqueluche médiatique comme Jack Lang ne s'y trompe pas et demande sa part dans de telles émissions.

Tout sera permis. Soyons sérieux. Si des surprises sont toujours possibles (la question sur le prix du billet de métro posée à Giscard), nos braves citoyens ne pèseront pas lourd –et c'est heureux– devant des hommes politiques importants. Mais c'est tant pis: une émission avec Le Pen ou Annemans et de pauvres faire-valoir et ce sera tant mieux pour l'extrême droite. Comment dans ces émissions faire comprendre les problèmes et les conflits d'intérêts, enseigner que tout coûte et qu'on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre? Que le rejet des immigrés n'est ni juste ni utile?

François Reynaert est plus cynique ou plus lucide que moi: «face à une famille de Français moyens, l'homme politique aura toute latitude de faire sa "promo"»³.

Elio di Rupo s'en prend à l'éloignement des hommes politiques français par rapport au citoyen lambda⁴. Comme d'habitude, la Belgique n'aurait pas de problème: ils sont plus minces jusqu'ici mais des émissions comme Tatayet autrefois, *les allumés.be* plus récemment, sont parfois bien troubles.

Crétiniser le téléspectateur

Que pouvait bien vouloir dire un ministre francophone des sports rigolard et grimaçant dans un accoutrement multi-sport délirant sur une photo double page de *Match*?⁵

Il n'y a pas de vertu à rester accroché au costume-cravate, j'en suis bien d'accord mais la servile adaptation aux pratiques du public que l'on veut séduire n'annonce rien de bon.

Tout participe comme d'une volonté des responsables de l'audiovisuel d'abaisser le quotient intellectuel des spectateurs: on les veut niais.

Il ne faut pas chercher ce que ça peut produire. La conclusion est déjà tirée dans au moins un pays européen: l'Italie.

Puisqu'il n'y a plus de réalité autre que la télé, on conquiert le pouvoir par elle parce qu'elle est le pouvoir et qu'elle confère la puissance politique.

Le jeu est ficelé, il ne sera pas facile à détricoter. Mais l'amertume de l'électeur sera grande quand il aura compris qu'on ne s'est rapproché de lui que pour le duper.

Je partage les craintes de François Reynaert: TF1 changera trois virgules à son projet et dans trois mois nous aurons l'émission. Et les Belges ne pourront pas faire moins. ■

Patrice Dartevelle

¹ *Le Monde* du 29 août 2003.

² Hugues Le Paige, La télévision de la cruauté, *Le Soir* du 3 août 2001.

³ François Reynaert, Copé au montage, *Le Nouvel Observateur* du 11-17 septembre 2003.

⁴ *Le Soir* du 2 septembre 2003.

⁵ Rudy Demotte, Le ministre orchestre, *La Libre Match* du 11 septembre 2002.

Douce, douce Europe

Une interview de Pierre Hassner

À quelle place l'Union peut-elle prétendre sur la scène internationale? Dans des rapports de force souvent déséquilibrés, le «*soft power*» européen apparaît contre un maigre contre-poids au «*hard power*» américain. Qu'y faire? Auteur de *La Terreur et l'Empire*, Pierre Hassner veut être réaliste.

Pierre Hassner, nous aurions envie de vous demander de comparer la manière dont l'Union européenne, et les États-Unis gèreraient séparément une crise internationale imaginaire. De poser un cas d'école. Mais, il faut bien s'y résoudre, il n'existe pas de réelle politique étrangère européenne.

Le grand problème est que l'Europe n'est pas une entité pour l'instant. Comme on l'a vu lors de la crise irakienne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et les nouveaux États membres ont joué le jeu des Américains. De l'autre côté, l'Allemagne, la France et la Belgique ont suivi leur propre voie. Cette différence sera-t-elle aplanie? Je crois

qu'il n'y aura pas d'Europe capable d'agir en temps qu'Europe sans la Grande-Bretagne. Or, pour l'instant, les choses sont au plus mal. Tout dépend aussi du laps de temps que l'Union se donne, de ses progrès et de ses relations avec les États-Unis, relations que l'administration Bush a transformées en une démonstration d'arrogance et de puissance. Si elles se détériorent, l'UE sera de plus en plus amenée à agir d'elle-même. Si au contraire il y a moins d'unilatéralisme américain, si Washington consulte les Européens, ceux-ci seront moins tentés de faire cavalier seul. Enfin, et c'est sans doute l'élément le plus important, il faut voir à quelle crise l'on a affaire. Dans les Balkans par exemple, l'Europe a tendance à prendre la place des États-Unis. L'ampleur de la mission et la géographie ont leur importance. Si demain, il y a une crise avec Taiwan ou la Corée du Nord, l'Union n'étant pas une puissance mondiale, ce sont les États-Unis qui interviendront. Ils se sentent en effet plus concernés par la Chine et l'Asie, même si le 11 septembre les a poussés à prêter attention aux quatre coins du monde. L'Europe n'a pas l'ambition d'être une vraie puissance mondiale, mais bien celle de participer de manière plus importante à sa sécurité défensive directe.

Avec le recul, la crise irakienne reste-t-elle symptomatique de ces manières d'agir?

Absolument. D'un côté, les Américains n'ont pas joué franc jeu, ils ont été divisés entre colombes et faucons, entre défenseurs et adversaires du recours aux Nations unies. De l'autre, les Européens ont fait montre de leurs

fractures. Tout ça n'était pas très brillant. Reste un grand problème qui dépasse les rapports Europe-États-Unis et qui consiste à se demander ce que l'on fait lorsque l'on a éliminé une forme de terrorisme ou un tyran. Comment gère-t-on ou bâtit-on une nation? Ces aspects montrent que l'Europe et les États-Unis sont aux prises avec un monde changeant, un peu insaisissable, où personne ne veut répéter les mécomptes de la colonisation ou du Vietnam et où, en même temps, personne ne veut s'en désintéresser. Leur problème est bien de savoir ce que l'on peut faire sur une planète où la puissance militaire compte, mais où elle ne peut pas miraculeusement guérir le désordre mondial et le terrorisme qu'il engendre.

Le bras armé est sans doute l'argument essentiel de la politique étrangère américaine, même s'il en existe d'autres. L'Europe doit-elle à son tour s'armer pour faire sinon jeu égal avec les États-Unis, du moins s'affirmer comme un vis-à-vis solide?

Non. Justement pas. Un auteur américain comme Joseph Nye critique la politique de Washington en disant qu'elle mise tout sur le «*hard power*» et néglige le «*soft power*». Pourtant, il s'est par le passé affirmé en faveur du primat des États-Unis. Aujourd'hui, il fait volte-face, se retourne contre l'administration Bush, arguant qu'à force de tout miser sur le militaire, elle en arrive à dilapider un capital de confiance et de séduction. Les États-Unis en deviennent un empire au sens classique alors que leur meilleur argument était le «*soft power*». C'est-à-dire l'influence, la persuasion, la diffusion culturelle, etc. Nye n'est pas contre le militaire, mais il juge qu'il y a un déséquilibre en sa faveur. L'Europe ne deviendra pas une superpuissance même si elle le veut, parce qu'elle manque d'unité et parce qu'elle devrait augmenter considérablement les budgets militaires pour espérer rattraper l'avancée technologique américaine. Or elle est plutôt en période de stagnation économique et aucun pays n'est prêt à s'engager dans cette voie. Mais cela ne veut pas dire qu'elle doit s'en remettre entièrement aux Américains et elle aurait intérêt à faire des efforts pour au moins imposer son point de vue dans l'OTAN. Il y a une tentation impérialiste chez les Américains, qui est pacifiste chez les Européens. Cela ne suffit pas comme le montre la crise au Proche-Orient. L'Europe dépense beaucoup pour les camps palestiniens. Elle en fait autant en Bosnie. Pourtant, l'influence qui en résulte est très faible. En dernière analyse, les gens continuent à se tourner vers les Américains lorsqu'il s'agit de leur sécurité, pensant qu'ils sont seuls à même d'imposer un chantage. Faute d'un «*hard power*», l'Europe doit souvent se contenter d'un succès d'estime. Elle peut promettre l'adhésion à l'UE, mais n'est pas capable de convertir l'argent qu'elle donne en influence politique.

Le mini-sommet défense qui s'est tenu à Bruxelles au printemps dernier et qui réunissait la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg est-il un pas dans la bonne direction?

Oui, mais sans les Britanniques, cette initiative n'ira pas bien loin. L'Eurocorps et la rencontre de Saint-Malo où, en 1998 le Premier ministre britannique Tony Blair avait semblé un temps se tourner vers une défense européenne, montrent que l'UE favorise principalement la création d'institutions, comme un quartier général commun. Mais à long terme, les vraies questions ont trait à l'industrie et à la force militaire. Il est symptomatique de voir que le lancement d'une force de réaction rapide capable de mobiliser 60 000 hommes à travers l'Europe a pris du retard.

Tout cela implique-t-il que l'Union reste un nain politique sur la scène internationale?

Je crois que c'est exagéré. Les échecs de l'unilatéralisme triomphant américain démontrent que les États-Unis ont besoin de l'Europe, qu'elle peut reprendre un rôle dans le cadre de l'ONU. Mais je ne suis pas optimiste à court terme. Il faudra compter avec la crise économique, la santé de l'euro, etc. Si l'Europe est plus unie qu'elle ne l'est aujourd'hui, elle pourra avoir un rôle plus important sur la scène internationale, ce qui est souhaitable. Or, les Américains qui encourageaient autrefois l'unité européenne préfèrent désormais travailler en bilatéral avec les différents États et font tout pour les diviser entre «*anciens*» et «*nouveaux*». Ce jeu peut aussi conduire à une réaction de fierté européenne. Je ne sais pas de quel côté le vent tournera. Mais je ne crois pas que l'Union sera un géant politique dans les dix ans à venir. Cela me paraît exclu.

Récemment pourtant une revue néo-conservatrice américaine intitulée «*New Republic*» mettait en garde contre l'émergence d'une superpuissance européenne.

C'est complètement idiot. Jamais l'Europe ne sera une superpuissance ou ne mettra en danger les États-Unis. Il est assez paradoxal de voir que les mêmes auteurs prétendent que les Européens font naufrage. Si les Américains des années cinquante encourageaient l'Europe à devenir une puissance, ils étaient aussi incapables de s'imaginer qu'elle pourrait un jour concurrencer les États-Unis. Ils avaient raison en grande partie au vu du danger soviétique, alors qu'il est vrai qu'aujourd'hui une hypothétique puissance européenne chercherait à avoir sa propre politique. Cela n'empêche pas qu'il y aura de plus en plus d'intérêts communs – qu'il s'agisse de collaboration en matière de lutte antiterrorisme, de commerce... – que de divergences.

L'idée d'un danger européen est pourtant loin d'être marginale aux États-Unis.

C'est vrai. Elle arrive directement à l'oreille du président américain par le biais des néoconservateurs. Il ne faut pas non plus oublier que George W. Bush n'a aucune sympathie pour l'Europe. La nouvelle génération américaine a beaucoup moins de liens intimes avec elle et je ne crois pas qu'on reconstituera une communauté atlantique. Mais je pense que ces deux entités plus ou moins libérales, démocratiques et capitalistes ont des intérêts en commun.

S'ils veulent demain compter, les Européens n'ont-ils pas intérêt à se tourner davantage vers la Chine et la Russie?

Ils le font. Chirac a ainsi beaucoup parlé du triangle France-Allemagne-Russie ainsi que d'un monde multipolaire à cinq. Mais je crois que cette idée reste sur le papier. La Chine est extrêmement prudente. Ses relations avec les États-Unis prévalent. Quant à la Russie, elle joue son jeu entre l'Europe et les États-Unis. Russie et Chine ont leurs intérêts propres et leur coalition avec l'Europe n'est pas réaliste. D'autant que ces deux pays ne sont pas des modèles de démocratie. L'Europe doit plutôt s'ouvrir et servir d'intermédiaire là où les États-Unis rencontrent des obstacles. Avec le monde arabe par exemple. ■

Propos recueillis par Pascal Martin

Les échecs de l'unilatéralisme triomphant américain démontrent que les États-Unis ont besoin de l'Europe, qu'elle peut reprendre un rôle dans le cadre de l'ONU.

Pierre Hassner est directeur de recherches émérite du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) à Paris. Il est notamment l'auteur de *La Terreur et l'Empire* et de *Washington et le Monde* (en collaboration avec Justin Vaïsse).

OTAN: au service de qui et pour quels objectifs?

De la défense commune au maintien de la paix

En avril 1949, le Traité de l'Atlantique Nord est signé entre les États-Unis, le Canada et dix États européens¹. Dans les années qui suivent, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) prend corps.

Ce sont les temps de la Guerre Froide et de l'affrontement de deux blocs économiques, politiques, idéologiques et militaires regroupés l'un et l'autre autour des deux super-puissances sorties victorieuses de la Seconde Guerre mondiale. Cinquante années durant, les États-Unis resteront aux commandes de l'OTAN et les Européens l'accepteront comme une partie du compromis de 1949: la protection américaine de l'Europe en échange du soutien européen au *leadership* américain dans la lutte contre l'Union soviétique.

Le mur de Berlin s'écroule en 1989 et la principale menace à laquelle répondait l'OTAN, le Pacte de Varsovie, disparaît. L'organisation se retrouve face au vide et ne peut se maintenir qu'à la condition de dépasser le cadre restreint de sa principale tâche. Assurer la défense commune de ses États membres ne suffisant plus à justifier son existence, l'OTAN se cherche de nouvelles missions.

Elle repense ses fonctions et ses objectifs dans un nouvel environnement où la plupart des menaces semblent se trouver désormais hors Europe. Les alliés décident dès 1992 que l'OTAN pourra désormais remplir des missions militaires sous l'égide des Nations unies ou de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe².

En se tournant vers la gestion des crises et les opérations de maintien de la paix, l'organisation voit sa raison d'être radicalement renouvelée et renforcée. À cet égard, la guerre en ex-Yougoslavie représente dès 1993 une opportunité de s'imposer comme une organisation indispensable pour la sécurité de l'Europe.

Au service de la cause humanitaire ou du *leadership* américain?

Après avoir relégitimé son existence comme force de maintien de la paix et «bras armé de l'ONU», l'OTAN invoque la défense des droits humains et franchit une nouvelle étape en devenant une organisation indépendante de tout contrôle des Nations unies³. En 1999, l'OTAN attaque, sans mandat des Nations unies, la République fédérale de Yougoslavie (RFY) afin de mettre fin à la répression serbe au Kosovo. La guerre du Kosovo peut être considérée comme le point d'orgue d'une décennie d'évolution de l'OTAN, entre élargissement des missions et élargissement géographique, à mettre en parallèle avec la réaffirmation incontestable du *leadership* américain.

Comme l'ont déclaré conjointement le secrétaire à la Défense W. Cohen et le chef d'état-major général, le général H. Shelton devant le Sénat américain en octobre 1999: «Si l'OTAN n'avait éventuellement pas répondu à ces violations et autres actes de la RFY, sa propre crédibilité ainsi que celle de l'implication des USA dans le monde auraient été remises en question»⁴. Le crédit des États-

Unis en tant que «gendarmes du monde» et celui de l'OTAN, leur instance privilégiée de persuasion et d'influence sur les politiques européennes, étaient donc perçus comme intimement liés.

Or, au cours de cette guerre, les États-Unis ont, d'une part, contrôlé les règles d'engagement des forces de l'Alliance et, d'autre part, contourné les structures décisionnelles de commande et de contrôle de l'organisation pour les opérations faisant appel aux moyens américains⁵. Ainsi se sont concrètement exprimés, à la fois l'instrumentalisation de l'organisation par les États-Unis et le désengagement de ceux-ci vis-à-vis des contraintes liées à une structure multilatérale jugées trop lourdes.

L'OTAN: encore trop multilatéral...

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis n'ont pas mis en œuvre la proposition européenne d'invoquer, pour la première fois et pour exprimer leur solidarité, la clause de défense collective (article 5) du Traité de l'Atlantique Nord. Ils ont choisi d'opérer en Afghanistan en se basant sur une coalition de volontaires hors du cadre de l'Alliance.

La marginalisation de l'OTAN dans la crise post 11 septembre et en Afghanistan relance le débat sur l'utilité d'une organisation que certains déclarent d'ores et déjà moribonde. Quel sens désormais attribuer au mot «alliés» lorsque Washington, suivant son «intérêt supérieur», privilégie les participations à géométrie variable?

Il est vrai que l'Europe a évolué de manière inimaginable depuis 1949, alors que la conception américaine du pouvoir semble être restée la même. Habités à diriger l'agenda politique et militaire de l'Alliance, les États-Unis semblent vouloir conserver la même relation de maître à vassal que durant la guerre froide. Ils voient d'un œil méfiant les Européens se doter des moyens de contribuer – à leur manière – à l'effort de sécurité et n'envisagent pas de les impliquer dans le processus décisionnel. Dès avant les attentats du 11 septembre, la conciliation était déjà difficile au sein de l'OTAN, entre les intérêts d'une Amérique de plus en plus unilatérale et globale, et ceux d'une Europe cherchant à s'affirmer dans les domaines politique et militaire.

La crise irakienne, en mettant en exergue les divisions d'une part au sein de l'OTAN, et d'autre part entre «ancienne» et «nouvelle» Europe, n'a fait que renforcer le malaise. Elle a fait apparaître on ne peut plus clairement que les nouveaux membres européens de l'OTAN, également candidats à l'Union européenne, préfèrent la dépendance à l'égard des États-Unis en matière de sécurité à l'autonomie européenne.

La fracture entre l'Europe et les États-Unis s'accroît et mine l'OTAN. Certains y voient une nouvelle tentative des États-Unis de désinstitutionnaliser les relations avec l'Europe et de réinstaurer des relations bilatérales dans lesquelles ils resteraient, quoi qu'il arrive, prédominants.

Le rôle de l'OTAN selon les États-Unis

En présentant la stratégie de sécurité nationale (SSN) en septembre 2002, le président Bush insistait pour que les États-Unis s'affirment comme une puissance telle qu'elle dissuade quiconque de la défier. La SSN semble clarifier le rôle que les États-Unis entendent désormais voir jouer par l'OTAN: l'OTAN devrait se doter des moyens de fournir, dans un délai réduit, des forces très mobiles spécialement entraînées pour répondre à une menace contre l'un de ses membres. Elle devrait être en mesure d'agir partout où ses intérêts sont menacés, en créant des coalitions ou en se ralliant à des coalitions formées pour des missions spécifiques.

Il est bon de rappeler que c'est à l'initiative des États-Unis que l'OTAN a entériné, lors du sommet de Prague en automne 2002, un concept militaire qui reprend la lutte contre le terrorisme ainsi que la création d'une force de réaction rapide. Cela signifie-t-il que l'OTAN pourrait effectivement jouer un rôle important dans ce domaine? Au-delà des déclarations, l'attitude et les actions américaines laissent plutôt présager des tactiques propres qui se dérouleront en dehors de l'OTAN. En particulier parce que l'appareil militaire américain doté d'équipements sophistiqués ne voudra pas être entravé par une OTAN bien moins outillée.

Servir ou disparaître?

Les opérations de maintien et d'imposition de la paix sont des missions essentielles pour une gestion moderne et constructive de la sécurité que les forces armées américaines ne paraissent pas être en mesure d'assumer correctement. Il n'est peut-être pas surprenant que les Américains soient aussi mauvais en maintien de la paix, puisque l'armée américaine se targue d'être la championne de la grande guerre avec des forces qu'il ne faut pas «souiller par des tâches mineures»⁶. Le Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, mettait d'ailleurs en garde les alliés lors d'une conférence sur la sécurité à Munich en 2002 contre un effritement de la solidarité atlantique si «(...) les Américains combattent en survolant le territoire tandis que les Européens se battent dans la boue».

Va-t-on vers une division du travail entre les États-Unis s'occupant d'offensives militaires et les alliés du reste? Ce qui se traduirait au niveau de l'OTAN par une division en deux niveaux de capacités: le premier concernerait les missions de maintien et d'imposition de la paix qui seraient accomplies par les Européens et les Canadiens. Le second niveau serait le domaine exclusif des États-Unis qui préféreraient des réponses musclées, souvent aériennes, employant des armes hautement technologiques et moins coûteuses en vie de soldats.

C'est cette répartition des tâches voulue par les États-Unis qui semble se dessiner. Avant le 11 septembre 2001, aucun responsable politique européen n'aurait pu envisager un déploiement de forces européennes à Kaboul. Le 11 août 2003, l'OTAN est engagée dans sa première opération «hors zone», en Afghanistan, en reprenant le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) pour une mission de maintien de la paix des Nations unies. Tandis que des opérations plus offensives sont menées à travers le pays par le contingent américain de 8 000 hommes.

Cette répartition est voulue par les États-Unis, mais correspond également aux conceptions et aux capacités européennes de gestion des crises comprenant l'utilisation d'outils civils et militaires en fonction des nécessités. L'UE préconise une autre façon de gérer la sécurité. On peut souligner d'ailleurs la divergence entre les perceptions américaine et européenne: les premiers tendent à se considérer comme ceux qui «éradiquent les problèmes» tandis que les seconds se voient plutôt comme ceux qui «fabriquent des solutions» - deux cultures bien différentes de réponse à la menace⁷.

Le désengagement américain de l'Alliance atlantique constitue peut-être une opportunité d'européaniser la sécurité du continent. Le droit d'initiative au sein de l'Alliance pourrait glisser vers une Union européenne élargie mais surtout plus cohérente à travers une PESD efficace.

Valérie Peclow

Courtesy l'Usine Galerie, «imagesagainstwar» (ainsi que la photo de la page 10). Exposition jusqu'au 2 novembre 2003 - rue du Doyenné 40, 1180 Bruxelles.

⁶ Voir à ce propos: Julian Lindley-French, «Les termes de l'engagement», *Cahiers de Chaillot* n°52, mai 2002, p. 55.
⁷ Julian Lindley-French, *Op.cit.*, p.63.

Valérie Peclow est chargée de recherche au GRIP

Une interview de Franklin Dehousse

L'Europe: entre espoir et réalité

...ou comment l'Europe pourrait améliorer sa contribution à la stabilité du monde

Qui sont nos ennemis potentiels ou réels?

Il faut partir de l'idée que les éléments de sécurité ont changé. Des ennemis ont disparu. Comme nous le montre ce qui se passe au Moyen-Orient, nous faisons face à des menaces différentes mais nous avons encore besoin d'une capacité militaire. En période de crise, quelle que soit la qualité de votre discours, vous avez besoin d'un support militaire. Je parle plus de moyens militaires que de défense. Notez la nuance.

Quels sont les risques qui déterminent principalement notre armée: l'Afrique, une éventuelle intervention européenne au Moyen-Orient, l'Irak?

Le monde est devenu interdépendant. Ce qui se passe loin de chez nous nous intéresse davantage. L'effondrement des États en Afrique, les attentats de 2001, les soubresauts en Irak, tout cela a eu des répercussions énormes chez nous. Nous avons des besoins pour ce nouveau contexte, des besoins en moyens militaires différents, d'une qualité différente. C'est l'origine de la réorientation en cours des moyens militaires en Europe. En ex-Yougoslavie, nos moyens étaient inadaptés. Il fallait du matériel plus léger, une capacité de projection, des informations que nous n'avions pas.

Vous parlez des problèmes internationaux lointains, de la déstructuration des États africains, excluez-vous tout risque en Europe? Voyez-vous des périls, des situations potentiellement dangereuses, par exemple la poudrière des Balkans?

Les problèmes sont moins importants mais il existe des menaces d'une autre forme. L'Albanie intégrera la future Union européenne, or elle se trouve dans une situation comparable à celle de l'Afghanistan et de tous ces États qui connaissent des structures étatiques corrodées, des milices armées. L'Ukraine va rester un foyer instable pendant quelque temps. Les conflits militaires tels que ceux des années 1990 paraissent moins probables, même s'il n'existe pas de garantie absolue.

Et l'instabilité chronique des Balkans?

Il peut en effet se passer des choses, tout comme, le cas échéant, en Russie. En tout état de cause, un instrument militaire ne se forme pas rapidement, nous devons le planifier sur le long terme.

En quoi les États-Unis nous apportent-ils la sécurité? L'alliance avec les États-Unis ne nous entraîne-t-elle pas dans des conflits?

L'alliance atlantique n'est pas optimale en matière de sécurité, mais il s'agit d'une solution quand même. En Yougoslavie, les Européens seuls ne suffisaient pas pour régler le problème: c'est un fait. Les Américains sont parfois déplaisants mais pour résoudre ce problème-là, il a fallu

les appeler. Il faut voir le réel tel qu'il est et non pas tel qu'on voudrait qu'il soit.

N'était-ce pas pour des objectifs qui étaient les leurs?

On a été les chercher. Dans cette situation, nous n'étions pas crédibles par rapport à Milosevic. On a appelé les Américains et ils ne sont pas venus tout de suite. Et quand ils sont venus, c'était avec leur propre agenda. Cela ne nous a pas été nuisible. Si les États-Unis n'étaient pas venus en Bosnie en 1995, au Kosovo en 1999, que ce serait-il passé? Les États-Unis représentent les moins mauvais des alliés et ils disposent de moyens. Nous ne pouvons pas trop nous distancer de cette alliance tant que nous n'avons pas d'alternative valable. Il faut se raccrocher à ce qui est le moins mauvais, les États-Unis. Il faut avoir une solution, sinon on n'est pas crédible.

Quel rôle joue l'OTAN? Elle est devenue responsable de la sécurité à Kaboul, ce qui est loin de l'Atlantique Nord. L'OTAN n'est-elle pas une façon d'enrégimenter les armées européennes au profit des États-Unis?

Les menaces ont changé. Les outils doivent s'adapter. L'OTAN n'est pas un instrument rêvé, mais il est à moitié opérationnel. Quant à la capacité d'enrégimenter, on ne sera pas enrégimenté si on ne le veut pas. Pour l'Irak, en dépit du fait que les États-Unis voulaient la guerre, trois pays européens s'y sont opposés. L'OTAN n'a dès lors pas pris part à la guerre. Maintenant, à Kaboul, tout le monde est content de disposer d'un instrument un peu intégré. C'est un autre fait incontestable.

Faut-il un monde unipolaire ou multipolaire?

Je voudrais répondre en termes positifs et concrets. Ceci n'est pas la question la plus importante du moment. Ce n'est pas non plus une question très utile. Il nous faut un monde dans lequel la sécurité de chacun est mieux garantie. Pour cela, nous avons besoin d'une organisation internationale légitime. C'est l'ONU, même si elle ne l'est pas complètement. Nous avons aussi besoin de capacités d'intervention réelles. C'est pour cela que l'ONU a besoin des États-Unis.

La querelle sur le monde multipolaire revient au fond à contester la suprématie actuelle des États-Unis. Toutefois, à bien des égards, les Américains restent plus satisfaisants que la Russie ou la Chine. Et les États-Unis sont un grand pays, très varié, qui ne sera pas éternellement gouverné par Bush Jr. et consorts.

Ne faisons pas de la théologie sur les systèmes. Demandons-nous plutôt comment l'Europe pourrait améliorer sa contribution à la stabilité du monde.

Les États-nations ne reprendront-ils pas vigueur? La Grande-Bretagne a agi seule en Irak. Mais en Yougoslavie, c'est l'Allemagne qui l'avait fait.

Les dirigeants apprennent. Dans ce qui s'est passé en Yougoslavie dans les années nonante, les dirigeants ont vu

les résultats de l'approche décentralisée. Pour l'Irak, l'objectif était aussi pour chaque chef de gouvernement de briller au maximum. On a vu ce que cela apportait. Tout le monde s'est affaibli. L'expérience se chargera de faire émerger une approche intégrée par rapport à une approche individuelle. Si l'Union européenne avait défendu une seule position entre Blair et Chirac, cela aurait eu plus d'impact sur le Conseil de Sécurité. Les Anglais et les Français ont créé une situation qui s'est compliquée parce qu'elle était individuelle.

C'est une situation notoire depuis la fin de la guerre froide, il y a plus de dix ans.

Il faut un travail de longue haleine. Nous entrons dans un nouveau monde. Il faut du temps à un vieux continent pour s'adapter. Depuis l'homo sapiens, l'homme apprend par l'expérience. Vous ne le changerez pas. Je suis positif. Vous semblez suggérer qu'une véritable politique étran-

Nos gouvernants européens se ridiculisent: c'est souvent le début de la sagesse. C'est pour cela qu'il faut souligner leur impuissance.

L'entente diplomatique et militaire de l'après-guerre n'est-elle plus qu'une apparence quand il n'y a plus de nécessité de résistance au bloc soviétique?

Le poids des faits s'impose aux résistances. Les Européens devront accepter des développements intégrés au point de vue géopolitique. Cela continuera, les mondes seront de plus en plus intégrés, ce qui engendrera des répercussions. Si nous voulons une influence sur le monde, il faut regrouper nos forces. C'est une équation à longue échéance, et effectivement, à certains moments, il y a des ressacs. Depuis trente ans, beaucoup de choses ont été intégrées.

Diplomatiquement et sur le plan de la défense, les petits pays ne redoutent-ils pas que les grands États européens soient aussi durs que les Américains?

Nous voyons mieux que le contrôle des phénomènes extérieurs à l'Europe est plus important qu'autrefois. Il faut donc faire des compromis à l'intérieur. Pour éviter le terrorisme, pour éviter les problèmes extérieurs, il faut donc s'unir.

Vous songez à une Europe-puissance à terme. Lors de la formation du gouvernement, on a opté pour une diminution des moyens militaires belges. Est-ce cohérent?

L'important, c'est le résultat. Il faut discuter en termes d'objectifs: avoir un instrument européen plus intégré, avec des outils plus opérationnels. Savoir ce que l'on fait de l'argent est aussi important que son volume. Il faut avoir une armée plus petite, dotée de moyens matériels plus modernes et plus légers, pas de chars lourds. Il faut aussi des gens mieux formés. Il faut reconfigurer nos projets en fonction de ces paramètres. Va-t-on mener des projets d'armement intégrés? Nous avons par exemple en Europe plus de prototypes qu'en Amérique, nous multiplions les filières de recherche parallèles alors qu'aux États-Unis, il en existe moins. La question est de savoir comment l'argent est utilisé. La dépense qualitative est plus importante que son montant. Intégrer la production des armes, c'est comme la production des GSM: c'est le déterminant essentiel des prix. Pour la vente des avions à la Pologne, la tare des Européens, c'est de ne pas avoir fait une seule offre, ils n'ont pas uni leurs efforts. Les Américains ont fait une offre. Rationnellement, c'était la meilleure solution. La leçon est ici aussi écrite sur le mur: si vous voulez être pris en considération, unissez vos moyens.

Lors de certains conflits, d'aucuns ont pensé à doter l'ONU d'un vrai bras militaire. Est-ce une politique irréaliste?

Sur le long terme, c'est la voie la plus souhaitable. Mais il y a deux problèmes. Si nous avons des problèmes à définir un outil militaire européen, cela sera encore plus difficile au niveau mondial. Ensuite, l'ONU représente un progrès pour l'Humanité mais il est imparfait. Certains États ont le droit de veto au Conseil de Sécurité, d'autres pas. L'utilisation de ce droit est aléatoire. L'importance du critère démocratique reste par ailleurs insuffisante. Si on veut doter l'ONU d'un instrument militaire, on doit poser la question de la réforme de l'ONU et du Conseil de Sécurité. Ce n'est pas pour demain.

Propos recueillis par
Patrice Darteville et Nicole Nottet

Franklin Dehousse est professeur à l'Université de Liège et au Collège de l'Europe. Il vient d'être nommé au Tribunal de 1^{ère} instance des Communautés européennes.

Les séquelles du conflit yougoslave

La chute du mur de Berlin en 1989 suivie de l'effondrement du système soviétique avait soulevé un immense espoir, celui de voir bannir les conflits armés et, à l'instar de ce qu'a été la construction de l'Union européenne depuis 1950, celui de voir naître un monde plus équilibré politiquement et plus équitablement développé. Un monde au sein duquel toutes les «frictions» seraient réglées par la négociation sous l'aile protectrice des Nations unies et plus particulièrement du Conseil de Sécurité.

Depuis 1989 cependant, les guerres sont toujours aussi nombreuses et, en ce qui concerne la Belgique, jamais depuis lors le gouvernement belge n'a envoyé autant de militaires en «mission» à l'étranger.

La disparition du système soviétique a, en fait, plutôt déstabilisé le monde. Ce n'est pas un paradoxe car le couvercle protecteur de la dissuasion ayant sauté, une série de conflits, impensables à l'époque de la guerre froide entre les deux superpuissances (États-Unis et URSS), ont pu éclater. La plupart d'entre eux ont été et sont des conflits intra-étatiques qui couvaient depuis longtemps. Ce fut le cas du conflit yougoslave.

Il éclata au nom du droit des peuples de l'ex-Yougoslavie à disposer d'eux-mêmes. Ces peuples (Slovènes, Croates, Bosniaques, Kosovars, Macédoniens et Monténégrins) refusèrent d'encore vivre ensemble dans le cadre d'un seul État et ce, pour de multiples raisons: culturelles, religieuses, économiques, linguistiques, historiques.

La communauté internationale est, depuis toujours, «habituee» aux guerres inter-étatiques. [...]

La communauté internationale, en revanche, au début des années nonante, n'était manifestement pas préparée –elle ne l'est d'ailleurs guère davantage aujourd'hui– à intervenir dans des conflits intra-étatiques. Or, depuis 1990 surtout, les opinions publiques des démocraties occidentales, traumatisées et scandalisées par les images d'atrocités en tous genres commises dans ces conflits, déversées par les télévisions en temps réel et en continu, ne supportent plus que

leurs gouvernements restent insensibles aux souffrances endurées par les populations victimes de ces luttes internes. C'est ainsi que les opinions publiques européennes ont exigé que leurs dirigeants politiques fassent quelque chose pour arrêter les «horreurs yougoslaves».

Quand et comment intervenir?

Sur le plan politique le problème le plus important à résoudre était: quand et comment intervenir? Tous les observateurs attentifs étaient d'accord pour dire qu'après la mort de Tito (en 1980), la Yougoslavie connaîtrait des problèmes de cohésion nationale. La communauté internationale n'a rien fait pour les prévenir. Il faut dire que toute ingérence de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie dans les affaires intérieures de la Yougoslavie aurait provoqué une crise grave en Europe. Et quand, comme une trainée de poudre, le conflit s'est propagé en Slovénie, puis en Croatie et en Bosnie (1991-1992), tous, dirigeants politiques et opinions publiques, étaient encore sous le coup de la première guerre du Golfe (1991) qui avait vu la coalition internationale, sous la conduite des États-Unis et avec l'aval de l'ONU, régler le problème du Koweït en quelques jours. Tous en tirèrent des conclusions pour le moins erronées et qui eurent une influence certaine dans la gestion de la crise yougoslave. Après la leçon infligée à l'Irak, beaucoup pensèrent qu'une pression politique et diplomatique soutenue devrait suffire à faire reculer les «va-t-en-guerre» de tous poils.

Plus grave, beaucoup crurent que désormais il était possible de mener des guerres propres et surtout sans pertes. Ce fut le concept «guerre zéro mort». Enfin et tout aussi grave, beaucoup s'imaginèrent que quelques «gentils» casques bleus suffiraient dorénavant à séparer des «milices» pourtant fanatisées par les causes qu'elles défendaient.

C'est ainsi que les responsables politiques, face aux pulsions émotionnelles des opinions publiques qui exigeaient d'intervenir mais sans pertes, sans... coût démesuré, et face aux difficultés politiques que représentaient l'ingérence dans les affaires d'un État, n'ont pu réagir ni à temps, ni logiquement, ni avec des objectifs clairs, ni avec des moyens suffisants, dans le conflit yougoslave.

À temps. Idéalement, intervenir à temps dans un conflit intra-étatique implique une intervention avant que le sang ne coule entre les communautés, ce qui signifie agir préventivement. En 1991, l'ONU, l'OTAN ou l'UE (qui n'existait d'ailleurs pas encore sous cette forme) ne pouvaient intervenir préventivement en Yougoslavie pour de multiples raisons qui sont toujours valables aujourd'hui et dont la principale est que toutes ces organisations sont composées d'États souverains aux intérêts divergents (certains étaient pro-Croates, d'autres pro-musulmans, d'autres encore pro-Serbes ou, plus tard, pro-Kosovars) et donc incapables de s'entendre «préventivement» pour agir, au nom de quel principe de droit international d'ailleurs?

Logiquement. Pour intervenir logiquement, il aurait fallu que l'UE ait pu définir une stratégie, c'est-à-dire un objec-

tif politique précis à atteindre. Il fallait répondre à une question essentielle: veut-on maintenir «un» État yougoslave et pour ce faire organiser une réunion entre toutes les parties concernées pour bâtir une «nouvelle Yougoslavie» ou accepte-t-on une séparation à l'amiable des différentes républiques yougoslaves et pour ce faire, organiser une réunion entre toutes les parties pour fixer les conditions de séparation à respecter par chacune.

Au lieu de cela, les responsables européens ont commis toutes les erreurs possibles dans la gestion d'une crise de ce genre. Sans objectif politique précis, soutenant plus ou moins l'une ou l'autre république, les États européens ont reconnu des États (Slovénie, Croatie, Bosnie) qui s'étaient en fait autoproclamés indépendants sous la direction d'ultra-nationalistes dont le rêve était de créer des États ethniquement purs. Aujourd'hui encore l'UE paye cette erreur stratégique initiale.

L'ONU et son mandat humanitaire

Incapables de s'unir pour affronter le conflit, les politiques européens laissèrent alors à l'ONU la responsabilité de gérer la crise. L'ONU ne trouva rien de mieux que de déployer des casques bleus avec un mandat strictement humanitaire qui ne tenait aucun compte des réalités sur le terrain et avec des moyens tragiquement insuffisants. Et cela dura trois ans: de 1992 à la fin 1995.

Il était nécessaire d'insister sur ces «errements» politiques au début du conflit yougoslave car ils ont eu des conséquences importantes tant sur le plan militaire que pour les populations locales.

Sur le plan militaire, on distingue deux périodes dans la gestion de la crise; une période onusienne de 1992 à 1995 jusqu'aux accords de Dayton; une période otanienne de fin 1995 à... nos jours car le conflit yougoslave est loin d'être terminé, tant en Bosnie qu'au Kosovo, en Serbie ou en Macédoine.

La période onusienne fut celle des erreurs, comme ce fut d'ailleurs le cas en Somalie ou au Rwanda à la même époque. Pour les militaires, ces erreurs peuvent se résumer par: des missions totalement inadaptées à la réalité sur le terrain et caractérisées par une confusion regrettable entre mission humanitaire et mission militaire; par des moyens en hommes et en matériels très insuffisants pour pouvoir assurer la sécurité sur le terrain; par la dilution de l'autorité politique (l'ONU) chargée de gérer la crise d'une part et l'ingérence permanente des autorités nationales dans la conduite des opérations militaires d'autre part. Trois ans seront nécessaires aux responsables de la communauté internationale pour prendre la mesure de leurs erreurs. Il aura fallu surtout que quelques «grands» soient humiliés par la prise en otage de nombreux casques bleus au début de 1995, et que le drame de Srebrenica (juillet 1995), succédant à l'humiliation subie en Somalie (1993) et au génocide rwandais (1994), éclabousse responsables politiques et militaires pour qu'enfin des mesures politiques et militaires plus cohérentes soient décidées.

Depuis que l'OTAN est intervenue... jusqu'à ce jour, on peut dire que les combats ont cessé partout mais que rien n'est résolu sur le plan politique en Bosnie, et encore moins au Kosovo. Quant à la Serbie, la situation y est encore bien instable.

Quelles sont les principales leçons tirées du conflit yougoslave par les militaires?

Face à une autorité militaire bien définie doit correspondre une autorité politique incontestable, quelle que soit

l'ampleur ou la complexité de la «coalition» d'États qui intervient. [...]

Il ne peut y avoir confusion entre les missions militaires et les missions humanitaires. Les ONG humanitaires officielles ou privées font, en général, très bien leur travail. Le sommet du ridicule dans la gestion d'une crise fut atteint en ex-Yougoslavie entre 92 et 95 lorsque l'ONU donna aux casques bleus un mandat limité à l'humanitaire, avec pour conséquences que les militaires n'eurent jamais les moyens opérationnels suffisants pour sécuriser les zones où devaient travailler les organisations humanitaires. Ayant *de facto* le même rôle, militaires et humanitaires eurent initialement quelques frictions sur le terrain. La bonne collaboration qu'ils purent cependant mettre sur pied en Bosnie dès la fin 1993 fait regretter les malentendus qui existent encore aujourd'hui entre militaires et humanitaires. [...]

Je n'insisterai que sur un principe et un fait.

Le principe: humanitaires et militaires font chacun leur travail en tenant compte des missions et des caractéristiques de l'autre. Avec un peu de bonne volonté et de bon sens surtout, cela ne pose généralement aucun problème insoluble.

Le fait: le cas échéant –combats entre milices, zones insécurisées ou difficilement accessibles– les militaires disposent des moyens logistiques y compris médicaux, pour fournir une aide humanitaire pendant le temps nécessaire. Par contre une organisation humanitaire ne pourra jamais sécuriser une zone ou faire face à l'agression de «bandes» incontrôlées. [...]

L'aspect «humanitaire» des conflits intra-étatiques a eu une grande influence sur la formation et l'entraînement des unités opérationnelles. Il a fallu apprendre à travailler et coopérer avec le CICR, le HCR, les principales ONG; à négocier avec les «autorités» civiles et militaires de factions en conflit; à «communiquer» avec des médias omniprésents. L'armée belge, dès 1994, fut une des premières à organiser des exercices de grande envergure pour apprendre à traiter tous les aspects non militaires de ces nouvelles missions. Il suffit de voir ce qui vient de se passer en Irak pour se rendre compte que désormais, des opérations de guerre classique comprennent aussi des aspects humanitaires essentiels allant jusqu'à la préservation du «patrimoine» historique. [...]

Voilà quelques «traces» laissées par le conflit yougoslave –et d'autres!– sur le plan militaire.

Et que dire des «traces» laissées sur les populations locales. [...]

En fait, comment, en pleine période de paix, après l'effondrement du système soviétique, les démocraties européennes ont-elles pu admettre, sans réagir autrement que par des paroles, qu'une ville comme Vukovar soit détruite et ses habitants massacrés?

Pour réagir efficacement, l'UE aurait dû afficher une volonté politique sans faille, disposer de moyens militaires opérationnels autonomes et accepter... certains risques. En 1991, l'UE n'avait ni volonté politique ni moyens militaires. En 2003 cela n'a pas changé, que du contraire. La guerre récente en Irak n'a fait que confirmer le «néant» politico-militaire de l'UE que le conflit yougoslave avait illustré, ô combien, au détriment hélas, de millions d'innocents. À se demander à quoi servent les leçons de l'Histoire. ■

Francis Briquemont

Le général Francis Briquemont a commandé les Forces de l'ONU en Bosnie.

Cet article a été publié dans *Morale Laïque* n°139, 2^e semestre 2003, «Les conflits armés».

Les intertitres sont de la rédaction.

Industrie européenne de défense

Valses de stratégies

Les industries de défense ont toujours représenté des objets économiques spécifiques: fournissant les moyens des politiques de défense nationales, elles répondent aussi aux rationalités économiques plus classiques. Mais comment évoluent-elles dans un contexte de resserrement des commandes, d'explosion technologique et de concurrence farouche, alors qu'elles participent à la stratégie des moyens d'un projet européen de défense dont les contours restent largement à définir?

Entre le marché et l'État

Bien que la rhétorique de l'OTAN ait toujours souhaité une standardisation des équipements qui aurait contribué à une rationalisation des entreprises travaillant dans le secteur, les États membres sont toujours restés maîtres de leurs politiques d'acquisition. Aussi le secteur des industries de défense était-il très diversifié, comptant des entreprises spécialisées (le suédois Bofors ou la FN belge) et des entreprises duales dont seuls certains départements ou produits étaient à vocation militaire (Marconi ou British Aerospace). Par ailleurs, ces entreprises connaissaient, d'un cas à l'autre, des prises de participation très différentes des États dans leur capital. En fonction de leur perception de la puissance, certains États ont ainsi développé un véritable complexe militaro-industriel assurant une quasi-autarcie, mais ayant en retour un poids politique certain, et parfois très coûteux. Dans le cas français, le lobbying de Dassault pour son *Rafale* a conduit Paris à s'écarter d'un projet quadripartite de chasseur (l'actuel *Typhoon*) qui entre en service et connaît une meilleure fortune à l'exportation.

Au-delà des productions nationales, des alliances d'opportunité s'étaient déjà dessinées dans les années soixante et septante avec le soutien des États, autour de produits spécifiques de forte valeur ajoutée, généralement dans le domaine de la missilerie ou de l'aéronautique (programmes HOT, Tornado, Puma, Gazelle, etc.). Mais ce qui est devenu une tradition multinationale, plus fonctionnaliste que résultant d'un projet politique structuré, a renforcé l'actuelle complexité de l'industrie européenne de la défense. Or, dans les années nonante, la fin de la guerre froide, la reconversion/spécialisation des entreprises de défense dans le contexte de l'émergence d'une Politique européenne de Sécurité commune (PESC) a changé le paysage européen. Les fusions américaines (Boeing, Lockheed-Martin, Raytheon) déséquilibrent les chasses gardées commerciales que les Européens avaient dans les années soixante et septante, alors que l'impératif d'autarcie, fût-elle relative, cède face aux achats sur étagères et au rétrécissement des budgets de défense.

Vers une coordination européenne et transnationale

Or, c'est justement la charge politique spécifique aux industries de défense qui rend possible des tentatives d'intégration, au-delà de la simple rationalité économique des

© Reuters

Le resserrement tant des marchés de l'armement que du nombre d'entreprises est probable.

fusions ou des collaborations sur des programmes spécifiques. Sous tutelle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le Groupe Armements de l'Europe occidentale (GAEO), dont dépendra le programme *European Cooperation for the Long-term in Defense* constitue depuis 1992 un forum cherchant des positions communes en matière de coopérations. Mais sans personnalité juridique, elle ne peut gérer des programmes, de sorte que la création de l'Organisation de l'Armement de l'Europe occidentale (OAE) en 1996 permettra de gérer pour ses États membres des programmes, en fait, surtout dans le domaine de la recherche.

Mais pour l'heure, les aspects coopératifs les plus opérationnels impliquent des coopérations renforcées entre quelques États. En effet, malgré la qualification du GAEO comme «instance européenne de coopération en matière d'armements» (novembre 1997), les réticences à intégrer massivement un secteur soumis à l'ex-article 223 du Traité de Rome, selon lequel «aucun État n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité», persistent. Mais si la création de l'Organisation conjointe en matière d'Armements (OCCAR - 1996) entre la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne, ensuite rejoints par la Suède et l'Espagne permet certes de réunir 90% de la production d'armements européens, elle ne réunit que 45% du marché.

Aussi, les tentatives de standardisation comme d'intégration se heurtent à une réalité qui transcende toute coopération européenne en matière de défense. Faute de définition d'un objectif politique, *a fortiori* de cahiers des charges définissant les équipements à concevoir et à produire et, *in fine*, de véritables budgets (nationaux et européens), la conduite politique d'une coordination en matière de défense consiste au mieux en tentatives. En creux, l'idée d'une véritable agence européenne de l'armement reviendra systématiquement, jusque dans les propositions de la

Convention remises en juin dernier. Entre-temps, le 9 décembre 1997, Français, Allemands et Britanniques conviennent entre marché et stratégie des moyens qu'ils «partagent un intérêt politique et économique essentiel à ce que l'Europe dispose d'une industrie aérospatiale et d'électronique de défense efficace et compétitive. Ceci permettra à l'Europe d'améliorer sa position commerciale dans le monde, de renforcer sa sécurité et de garantir qu'elle joue pleinement son rôle dans sa propre défense».

Ont suivi plusieurs fusions d'importance. Certes, au plan national, certains regroupements s'étaient déjà opérés (la DASA allemande ou le GIAT français), mais trois grandes fusions remodelent radicalement le paysage aéronautique et électronique européen et permettent l'émergence d'EADS (8^e au top 10 mondial des industries de défense), de Thalès (7^e) et de BAe Systems (3^e). Leur structure est très complexe et permet une série de chevauchements et de prises de participations dans des filiales communes (i.e. le missilier MBDA - pour BAe Systems et EADS), alors que les États, s'ils ne disposent pas de la majorité des parts, ont souvent des droits de vote spécifiques dans les conseils d'administration. Par ailleurs, pour les deux premiers groupes, la défense ne constitue pas la majeure partie de leur chiffre d'affaires (20% en 2001 pour EADS, qui contrôle Airbus). Mais si 41 départements, filiales ou entreprises participent au mouvement, ces fusions laissent largement de côté des secteurs navals et terrestres (y compris les armements légers) encore largement fragmentés et engagés dans les stratégies de spécialisation/diversification des décennies précédentes.

Le manque d'Europe

Parallèlement à ces fusions, les avancées politiques sur le plan de la PESD sont rapides: Anglais et Français conviennent que l'Union européenne devra disposer de capacités militaires crédibles (Saint-Malo, 1998). La guerre du Kosovo montre les lacunes européennes et insufflé un caractère de nécessité dans la conclusion des sommets de Cologne, d'Helsinki de Nice et de Laeken. Émerge ainsi la thématique d'un *gap* transatlantique marqué par le sous-investissement et où la conduite de politiques nationales plutôt qu'européenne de défense disperse les investissements. P.Y. de Saint Germain rappelle que les membres de l'Union européenne dépensaient en 2000 130 milliards de dollars (à valeur 1999) pour son budget de défense, contre 287 pour les États-Unis. Dans le même temps, elle dépensait 27 milliards pour de nouveaux matériels contre 52 pour Washington, la différence la plus importante concernant la Recherche & Développement: 9 milliards contre 34.

Malgré les progrès de la PESD, le niveau politique n'encadre pas complètement des dynamiques industrielle et technologique unanimement reconnues comme des clés de la PESD. La mise en place des structures de la PESC/PESD, la définition de catalogues de forces, l'identification des lacunes et la rédaction en cours d'un Livre blanc européen –la première ébauche d'une stratégie européenne– sont certes des avancées significatives, mais qui se heurtent à l'atlantisme d'États que les entreprises autant que les achats reflètent. Au demeurant engagée

dans le programme *Eurofighter*, la Grande-Bretagne et BAe Systems travaillent avec les États-Unis et Lockheed sur le F-35, les Pays-Bas et le Danemark ayant notifié leur intérêt pour l'appareil. La simple logique économique de l'offre et de la demande pourrait entraîner le même choix de la part de la Belgique.

Par ailleurs, la perspective de l'entrée dans l'Union de dix nouveaux membres est problématique. D'une part parce que peu de ces États sont demandeurs de la PESD la plus intégrée possible, et d'autre part parce qu'ils peuvent disposer (Pologne, Tchéquie, Slovaquie) d'industries qui ne sont pas au niveau de leurs consœurs. En fait, l'entrée des Dix est révélatrice de tendances déjà présentes antérieurement dans la formulation du projet européen de défense. Ainsi l'alignement des options de défense sur une OTAN dont l'évolution tend à subordonner la PESD n'apportera rien à des industries européennes qui feront face à une concurrence américaine plus serrée. Elle pourrait ainsi imposer des équipements reflétant les missions comme les normes culturelles US plus que les européennes.

Perspectives fonctionnalistes

Mais si l'OTAN tend à devenir une alliance d'opportunité plus qu'un projet stratégique, la PESD ne semble pas pouvoir en devenir un au travers d'une stratégie des moyens propre et ce, malgré les avancées proposées dans le cadre de la Convention et les tentatives de la Commission (groupe POLARM) d'intégrer le domaine de l'armement au niveau communautaire. Selon E. Liikanen, commissaire en charge des entreprises, l'enlisement de ces initiatives «incombe aux États membres qui, à défaut d'exercer la volonté politique nécessaire, ont orchestré de multiples blocages (...)». Entre stratégies économiques, européennes et nationales, une véritable industrie européenne de

l'armement est-elle pour autant parasitée par des comportements hérités du passé?

La combinaison des logiques technologique et économique pourrait en fait forcer cette intégration. En attendant celles de l'UE, les options doctrinales défendues par l'OTAN nécessitent en effet des équipements de très haute technologie, toujours plus chers et développés sur des temps toujours plus longs, de

sorte qu'à un certain stade, l'économie d'échelle comme une gestion intégrée ne sont plus des options mais deviennent des nécessités. Dans le même esprit, un resserrement des marchés autant que du nombre d'entreprises est probable, de même qu'un plus grand interventionnisme dans les budgets de recherche. On ne pourra pas désactiver les laboratoires pour les réactiver ensuite au terme de programmes menés sur vingt ans: il serait alors bon de définir des équipements congruents à nos propres normes culturelles (qu'il reste, au passage, à définir). Dans la même veine, nous ne pourrions longtemps faire l'économie du choix de nos options de défense (*pools?* spécialisation?), seules capables d'orienter des dynamiques souvent contradictoires et de donner une signification politico-stratégique à l'intégration des industries de défense autrement que par défaut. ■

Joseph Henrotin

Bibliographie

- A. Dumoulin et E. Remacle, *L'Union de l'Europe occidentale. Phénix de la défense européenne*, Bruylant, Bruxelles, 1998.
- A. Dumoulin, R. Mathieu et G. Sarlet, *La politique européenne de sécurité et de défense. De l'opérateur à l'identitaire*, Bruylant, Bruxelles, 2003.
- H. Masson, *La consolidation des industries de défense en Europe. Et après?*, Notes de la Fondation Robert Schuman, n°15, Avril 2003.

Joseph Henrotin est docteur en Sciences politiques – ULB, membre du Réseau multidisciplinaire en Études stratégiques (RMES).

Bunia, Congo

Un succès... à usage européen

Un grand succès... Dès la fin de l'opération européenne *Artemis*, qui a déployé 2 000 hommes pour sécuriser la ville de Bunia, chef-lieu de l'Ituri, responsables militaires et politiques de l'Union se sont félicités. Le général français Bruno Neveux, qui commandait l'opération, a expliqué que la mission avait rempli ses objectifs militaires: sécuriser la ville et son aéroport, améliorer la situation humanitaire le temps que se déploie une Monuc (Mission des Nations unies au Congo) renforcée et passée de 700 à 2 500 casques bleus, opérant désormais sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, c'est-à-dire avec la possibilité de recourir aux armes pour imposer la paix. Sur le plan politique, Aldo Ajello, le représentant de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, a mis l'accent sur le «succès stratégique» de l'opération, assurant que la stabilisation de Bunia avait permis de débloquer le processus de paix à Kinshasa.

**Les Européens,
en se déployant à Bunia,
ont fait la preuve
de leurs capacités opérationnelles
et ils ont jeté les bases
d'une défense commune,
indépendante de l'Otan
et des Américains.
Mais pour les Congolais,
les frustrations demeurent.**

La satisfaction des Européens s'explique par plusieurs raisons: au lendemain de la guerre américaine en Irak, qui avait dramatiquement divisé l'Europe et risquait de la marginaliser, il était important qu'un pays comme la France démontre sa capacité de se déployer sur un front extérieur en collaboration avec d'autres partenaires. L'Union avait besoin d'un succès opérationnel susceptible de renforcer les arguments de ceux qui souhaitent jeter les bases d'une Europe de la défense. Et sur ce plan, le bilan ne peut être que positif: Français, Belges (qui assuraient la couverture médicale de l'opération) mais aussi Britanniques, Suédois et même Brésiliens ont réussi à se déployer à Bunia, ils ont travaillé ensemble à sécuriser la ville, à améliorer l'infrastructure de l'aéroport, dont les Anglais ont refait et élargi la piste. La seule lacune reconnue est l'absence d'avions gros porteurs immédiatement disponibles. Au-delà de ce bémol logistique, la satisfaction est donc totale.

C'est avec le sentiment du devoir accompli que les 2 000 hommes d'*Artemis* ont donc, comme prévu, cédé le terrain aux casques bleus du Bangladesh et du Pakistan, qui renforcent désormais les 700 militaires uruguayens profondément traumatisés par les violences auxquelles ils avaient assisté passivement durant les mois précédents.

Si les Européens se sentent réconfortés, qu'en est-il des habitants de Bunia? Sur ce plan, il faut reconnaître que des progrès politiques ont été enregistrés: l'autorité de l'administration intérimaire de l'Ituri, qui représente toutes les parties en présence et qui se rapproche le plus

d'une représentation démocratique, a été renforcée face aux milices qui se disputaient le contrôle de la ville. De plus, l'opération *Artemis* a fortement réduit les capacités de l'Union des patriotes congolais, le groupe rebelle composé de Hemas, qui s'était emparé de Bunia et avait l'intention d'établir une jonction avec le RCD Goma (Rassemblement congolais pour la démocratie) soutenu par le Rwanda. L'intervention européenne a en quelque sorte posé un verrou sur la capitale de l'Ituri, empêchant les groupes alliés du Rwanda de se déployer sur une zone continue, depuis le Sud-Kivu jusqu'à la frontière du Soudan, situation qui aurait été considérée comme un *casus belli* par l'Ouganda voisin et aurait probablement ramené au Congo les troupes ougandaises...

Voilà pour la politique, voilà pour la diplomatie... Sur le terrain cependant, rien n'est réglé. En effet, en décrétant que Bunia devait devenir une ville sans armes, *Artemis*, qui a refusé les affrontements directs avec les milices, a repoussé les combattants hors de la ville, mais des caches d'armes ont été constituées et la mort a continué à frapper. De plus, l'épuration ethnique est restée une réalité. Peut-on sérieusement assurer que Bunia est sécurisée lorsque 12 000 de ses habitants n'osent plus rentrer dans leurs maisons situées en ville et préfèrent camper près de l'aéroport, sous la protection des soldats étrangers? La ville demeure divisée, à moitié vidée de ses habitants, les maisons désertes sont pillées chaque nuit et dans les ruelles de terre où n'osent s'avancer ni les blindés de l'ONU ni les soldats européens, les règlements de compte se sont poursuivis pendant et après *Artemis*.

Mais il y a pire encore: si Bunia a été relativement sécurisée, en revanche la province de l'Ituri brûle toujours. Les combats entre miliciens Lendus (soutenus par l'Ouganda et par Kinshasa) et les Hemas de l'UPC, appuyés par le Rwanda, se sont poursuivis, et la population civile, dans toute la province, a continué à être victime d'exactions, de massacres. *Artemis* avait déployé des hélicoptères de combat, des appareils d'observation aérienne et, à plusieurs reprises, les militaires européens sont sortis de la ville et se sont rendus sur les lieux des tueries, mais sans jamais avoir pu les empêcher de se dérouler. Quant à la mission des Nations unies, elle a pour vocation de sécuriser progressivement tout l'Ituri et est pour cela dotée de moyens considérables. Mais les militaires du Bangladesh ne parlent ni les langues locales, ni le français ou l'anglais, et beaucoup doutent qu'ils soient prêts à engager le combat avec des miliciens endurcis par des années de guerre et d'exactions... De plus, la communauté internationale ne craint pas les contradictions: alors qu'*Artemis* s'était engagée à faire de Bunia une ville sans armes, l'embargo sur les ventes d'armes au Rwanda (principal pourvoyeur des milices Hemas) a été levé, et l'Ouganda (qui soutient et équipe plusieurs groupes armés) a été félicité pour sa bonne collaboration avec les Européens qui ont pu se déployer au départ de l'aéroport d'Entebbe... Sans aucun doute, les Européens, en se déployant à Bunia, ont fait la preuve de leurs capacités opérationnelles, et ils ont jeté les bases d'une défense commune, indépendante de l'Otan et des Américains. Mais pour les Congolais, les frustrations demeurent: ils savent qu'aussi longtemps que les Européens ne se décideront pas à frapper de sanctions économiques les deux pays, le Rwanda et l'Ouganda, qui se battent par milices interposées pour le contrôle de la trop riche province de l'Ituri, toutes les gesticulations militaires demeureront sans effet... ■

Colette Braeckman

Iran

Khatami ou l'hypothèse d'une évolution laïque?

En 1997, en Iran, deux mois avant la tenue des élections présidentielles, Mohammad Khatami se présente comme candidat, d'abord indépendant, puis en prenant la tête d'un mouvement dit réformiste. Il commence à incarner l'espoir d'un changement politique pour des millions d'Iraniens.

Fils d'un important dignitaire de Yazd, il a effectué des études religieuses à Najaf (Irak) et Qom (Iran), à la suite desquelles il a été nommé vice-imam (*naïebé émam*) de la mosquée chiite de Hambourg, dirigée par l'ayatollah Behehti. Après la révolution de 1979, il a pris la direction de la mosquée qui est financée

en partie par la communauté chiite iranienne d'Allemagne et par les subside de Qom et du gouvernement iranien. Il n'est rentré en Iran que deux ans après la révolution, ce qui signifie qu'il n'a pas été lié aux arrestations, exécutions et massacres des premiers jours puis de ceux des Mujahidin, fait sans nul doute important pour son image. Après un bref passage à la direction d'un journal, il est devenu ministre de la Culture et de l'Orientation islamique. Alors que, à cette époque, la presse occidentale le présente comme un élément dur du régime, il est limogé car, à l'intérieur, on ne le trouve pas assez «répressif». Il a pris par la suite la direction de la grande bibliothèque

nationale islamique, où il noue de nombreux contacts avec les intellectuels. Il construit alors son image d'homme modéré et se forge la réputation de «réformateur». Dans le paysage iranien, Khatami est somme toute un mollah relativement atypique avec une formation universitaire et une connaissance de plusieurs langues étrangères et des philosophies politiques occidentales.

Atypique mais pas «outsider», Mohammad Khatami appartient à l'establishment du régime islamique et n'aura de cesse d'affirmer sa fidélité au principe du *vélayaté faqih* ➤

**Pour le régime,
Khatami incarne
une soupape de sécurité
et une vitrine extérieure.**

(gouvernement du juriconsulte), hier comme aujourd'hui.

Un rapide désenchantement

Sa candidature aux élections entraînera un engouement impressionnant, en particulier des jeunes et des femmes. En effet, son discours répond aux aspirations des Iraniens. Il replace l'État au centre de ses préoccupations, parle d'ouverture, de société civile (*djamé é madani*) terme par ailleurs souvent utilisé dans la littérature occidentale pour société civile. Il parle effectivement de civilité, mais le rapprochement avec la société civile est probablement erroné. Il évoque la liberté d'expression, le rôle du Parlement, l'ouverture vers le monde extérieur, autant de thèmes qui seront interprétés comme une synthèse entre la moder-

rité occidentale et les traditions islamiques. On est pourtant loin de l'expression ou même de l'évocation de la laïcité. Il sera élu avec 69% des voix et une participation de 80%. Pour le régime, il incarne une soupape de sécurité et une vitrine extérieure. Pourtant, concrètement, en dépit du vote massif des Iraniens, il n'a pu réaliser aucune de ses promesses. Il invoqua l'hostilité de la Chambre des représentants (*majlésé chourayé*

eslami) dominée par les conservateurs. Toutefois les élections à la Chambre, qui suivirent son élection et qui furent en sa faveur, ne changèrent en rien la situation. Les décisions de la Chambre furent en majorité contrées par le Conseil des Gardiens de la Révolution, organe chargé de veiller à la conformité des lois avec l'islam. La population commence dès lors à déchanter.

Les élections présidentielles de 2001 le confirment au pouvoir avec 77% des voix, toutefois, la participation n'est plus que de 67%. Le manque d'enthousiasme de la population se confirme avec les élections municipales qui suivirent, durant lesquelles les candidats appartenant à la mouvance de Khatami n'obtinrent presque aucun siège et qui furent unanimement interprétées comme un fiasco pour le président.

Mohammad Khatami est-il un réformateur? Même s'il a été considéré comme tel, dans la réalité il n'a pu accomplir ce qu'il annonçait. Ce que les Iraniens, et en particulier une partie du clergé, souhaitent aujourd'hui, c'est la séparation du politique et du religieux, la fin du *vélayaté faqih*. Les premiers en raison des résultats désastreux du système pour la situation économique et sociale et la corruption généralisée et les seconds en raison du risque que les conséquences de la politique actuelle peuvent avoir et ont déjà sur les affinités et la pratique religieuses, comme l'illustre la baisse de la fréquentation des mosquées. Cette séparation et cette disparition, le président y est opposé. La population souhaite le démantèlement des tribunaux révolutionnaires, la dissolution des milices (*bassidji*, *ansaré Hezbollah*, police des mœurs...), le démantèlement des fondations. Dans ce sens, entre autres, trois textes ont été présentés par Khatami. Une loi contre la torture (différence entre *Ta'zir* autorisé et la torture supplémentaire, de type moderne), une loi d'élargissement de presse, une loi d'accroissement des responsabilités du Parlement: toutes ont été rejetées par le Conseil des Gardiens de la Révolution. Dans l'état actuel de la situation et de la répartition des pouvoirs, toute réforme sous la République islamique est vouée à l'échec. Le président qui a incarné tant d'espoirs est tenu progressivement comme responsable. C'est l'impasse.

Mohammad Khatami est-il «laïque» ou serait-il favorable à une telle évolution? La réponse est négative. Il ne se déclare pas en tant que tel et ne remet pas en cause le système.

La pratique religieuse abandonnée

Des sondages menés par le ministère de l'Intérieur iranien sont pourtant révélateurs des aspirations de la population: près de 90% optent pour un changement structurel fondé sur la laïcisation ou souhaitent une évolution rapide passant par des réformes profondes; 73% des Iraniens et 86% des étudiants ont abandonné toute pratique religieuse.... Il y aurait, selon l'ayatollah Chahrudi, chef de la Cour de Cassation et chef suprême du pouvoir judiciaire, un million de prisonniers, chiffre tem-

péré par Amnesty international, qui avance une fourchette entre 200 et 250 000. Les protestations des sunnites -20% de la population- contre la ségrégation se multiplient, surtout à Téhéran où leurs mosquées sont interdites. La presse est continuellement attaquée et ses représentants arrêtés. En trois ans, une centaine de journaux ont été interdits. Les protestations des étudiants aboutissent à leur emprisonnement. Deux d'entre eux viennent d'être condamnés à mort à Shiraz pour avoir contesté le *vélayaté faqih* lors de leur procès.

Le président n'est donc pas en mesure de répondre aux aspirations profondes de ses électeurs et, au-delà, à celles de la population iranienne et sa crédibilité se détériore à l'épreuve des faits. S'il a essayé de relâcher les pressions sur la vie quotidienne, il n'a pas pu amorcer des réformes fondamentales. Son style de pouvoir n'a pas réussi, sa popularité a diminué ostensiblement.

Dès lors ce n'est pas dans le président qu'il faut rechercher la confirmation d'un avenir laïque pour l'Iran.

Pourtant des mouvements existent, qui pourraient être assimilés ou interprétés comme «laïcisants». Par exemple, celui des religieux qui réclament une séparation du politique et du religieux de crainte de voir leur religion décrédibilisée par les erreurs et les échecs du régime. L'ayatollah Naser é Makaramé Shirazi en est un des représentants. Très récemment, le petit-fils de l'ayatollah Khomeyni, Seyyed Hossein a fait des déclarations qui ont eu un écho considérable dans le pays. Selon lui, «les Iraniens rêvent de pouvoir faire leurs propres choix, mais tant qu'on ne séparera pas religion et politique en Iran, cela ne sera pas possible». Il a qualifié le régime de «totalitaire» et «inadéquat par rapport aux désirs des Iraniens».

Même si les déclarations de ce type ne sont pas monnaie courante, il existe néanmoins en Iran des mouvements qui, sans renoncer à leur lien avec la culture islamiste, militent pour un espace sécularisé non soumis à l'ordre religieux. Ils sont qualifiés de «post-islamistes» par les intellectuels occidentaux. Leurs adhérents ne sont pas des «laïques» au sens idéologique du terme mais ils se rapprochent des idées de la pensée laïque. Ils s'opposent au *vélayaté faqih* en passant par une réflexion

Si la population iranienne ne trouve pas dans le régime actuel une réponse à ses aspirations, les femmes ont aujourd'hui le droit d'appartenir au corps de police. Une belle avancée...

sur la religion. La séparation du religieux et du politique aurait pour objectif de préserver la religion d'un pouvoir qui lui ferait porter ses erreurs.

Abdol Karim Soroush est devenu le penseur emblématique de cette mouvance. Il défend une individualisation de la pratique religieuse et une évolution de la théocratie vers la démocratie, passant par la séparation de la religion et du politique. Il rejette l'islam politique dans la mesure où il assimile la religion à une idéologie. La sécularisation de Soroush n'est pas une laïcité à la française mais plutôt la sortie des clercs du politique.

Une évolution laïque peu probable

Les tendances qui se dessinent en Iran attestent d'une contestation du *vélayaté faqih* à partir d'une exégèse religieuse. Il y a sans conteste une réflexion critique sur le rôle des religieux mais pas de distanciation avec la religion. L'ayatollah Khomeyni demeure une référence

que la nature du régime ne laisse pas contester. Il n'en reste pas moins vrai que si certains évoquent la sécularisation ou encore si des réformes sont discutées, elles le sont au sein et dans le cadre du régime. Aujourd'hui, le mouvement dit «réformateur», que l'on ne doit pas assimiler à une tendance laïque, a peu de chances de réussir. Mohammad Khatami qui a été considéré comme l'emblème politique des réformateurs et qui a incarné l'espoir du changement doit faire face à une radicalisation du mécontentement. Toutefois, il me semble qu'une évolution laïque dans le sens occidental du terme est peu probable à court terme. Le désir de changement nourri par les mécontentements ne semble pas ouvrir la voie à une action de grande envergure et dans l'état actuel ni la laïcité ni même la sécularisation ne semblent se profiler. Néanmoins, la répression est telle qu'il est difficile à l'intérieur du pays d'exprimer ses opinions. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de dissidents. ■

Firouzeh Nahavandi

Iran

Démocratie et islamité moderne

L'islam a la prétention de présenter un système juridique solide et rationnel, répondant à la condition existentielle de l'Homme, face à la conception du droit occidental et de son État de droit qui n'envisage pas l'Homme dans sa totalité spirituelle et temporelle.

En Islam, le droit est fondamentalement lié à un centre invisible, transcendantal de la puissance qui est Dieu. Ainsi, il dépend intrinsèquement d'un pouvoir législateur suprême délégué à l'Homme. Cette délégation et sa sauvegarde, dans le monde et parmi les hommes, constituent la pierre fondatrice de toutes les obligations et libertés de l'être humain dans son existence terrestre. C'est à travers cette délégation et l'acceptation par l'Homme de considérer Dieu comme référence ultime qu'apparaît la structure juridique de l'islam.

L'islam est donc cité et religion. C'est une communauté-société qui prend en charge les relations de chaque croyant avec Dieu, et les relations des musulmans les uns avec les autres sur le plan moral, social et politique. Il n'y a pas d'Église en islam, et l'islam n'est pas une Église. Il n'y a que le «peuple» uni par et dans une même confiance envers Dieu, et par des principes communs d'organisation de la cité. Le musulman est un individu qui, en acceptant l'islam, entre dans un groupe de femmes et d'homme libres dénommé *umma*.

État de droit et muslimcratie

«Umma» évoque un corps constitué qui a une double caractéristique: il est d'une part une communauté spirituelle et, d'autre part, une société de citoyens. Il a simultanément une existence verticale et une existence horizontale. Chaque musulman, en respectant cette dualité constituan-



te de l'islam, devient un membre à part entière de l'*umma* et l'égal de ses autres membres: aucune distinction raciale, ethnique, linguistique, culturelle, politique ou autre n'abolit cette égalité des membres et leur intervention dans la gestion de l'*umma*. Le seul critère distinctif est l'intégrité éthique et juste du sujet musulman. Ainsi, le mode de gouvernance de l'État et la forme même de l'État sont basés sur une *muslimcratie*. Ce sont des musulmans citoyens égaux qui ont le pouvoir de gérer la communauté-musulmane. Chaque musulman a le droit de s'approprier la constitution (le Coran) pour l'animer, lui donner une âme, en fonction de sa disposition et de son jugement.

Dans la perspective de la *muslimcratie*, c'est le musulman seul qui est le citoyen authentique et jouit de tous les droits. Les autres individus ou communautés sont définis par rapport à la constitution musulmane conçue comme universelle. Les personnes ou les communautés qui manifestent une certaine intégration ou une certaine orientation conforme à la constitution islamique sont considérées comme des citoyens de deuxième catégorie, assimilés aux étrangers ayant le droit de gérer leurs affaires internes et d'avoir la protection de l'État. C'est une deuxième zone de la légitimité d'exister politiquement. Les personnes et les communautés radicalement contraires à la constitution musulmane sont considérées comme non légitimes et donc ne sont pas respectées. C'est la zone de guerre où l'inconciliable est d'envergure. Ainsi, dans l'islam, la citoyenneté est restrictive et ne s'applique qu'aux musulmans. C'est le défi de la *muslimcratie* pour une société ouverte, libre, juste à l'avenir.

Ce défi est, dès l'avènement de la République islamique d'Iran, la problématique majeure du système iranien: concilier la République basée sur la liberté et l'indépendance du peuple avec l'islam. C'est là le modernisme paradoxal de la Révolution islamique.

Le sabotage d'une ouverture

À la mort de Khomeyni et à la suite des changements survenus au niveau national et international, le débat sur le rapport entre l'islamité et la répu-

blique lié aux libertés et aux droits de l'Homme a été attisé. Les forces islamiques progressistes du régime ont tenté, dans le cadre de la *muslimcratie* et des lois fondamentales de la république islamique, de viser l'islamité dans une perspective démocratique, c'est-à-dire, en se basant sur les interprétations sociopolitiques modernes, de modifier les règles du jeu en faveur des approches juridiques et politiques dynamiques soit une islamité qui rendrait possible, graduellement, la formation d'un pouvoir séculier.

Cette tendance a abouti à l'élection de Mohammed Khatami qui préconisait le passage d'une islamité restrictive à une islamité libérale. C'est ainsi qu'il a avancé deux idées importantes des intellectuels islamiques: la démocratie religieuse (une structure démocratique en tenant compte des valeurs spirituelles) et le dialogue des civilisations. Les forces dynamiques du régime voulaient d'abord s'ouvrir à l'extérieur pour attirer les investisseurs étrangers et activer la coopération économique avec l'Europe. Elles ont été suivies par les forces religieusement traditionalistes mais économiquement libérales. Ce sont elles qui tiennent en main les institutions répressives. Ensuite, l'objectif était d'activer au maximum les ressources de la *muslimcratie* en faveur de la république et faire en sorte que l'islamité politique tire sa légitimité du peuple et limite le pouvoir d'un islam juridique sclérosé, symbolisé par les institutions hors du champ du pouvoir des citoyens.

Les forces traditionalistes, opposées à cette démarche qui pouvait mettre en danger leurs privilèges, ont opté pour une politique de sabotage via le système judiciaire et des instances répressives majoritairement à leur disposition.

Selon la Constitution de la République islamique, les trois forces législatives, exécutives et juridiques sont indépendantes l'une de l'autre.

Après l'élection de Khatami à la présidence de la République et la victoire de l'islamité moderne au parlement, les traditionalistes se sont centrés sur le pouvoir judiciaire, lié directement au *Guide*, élu par l'assemblée des experts religieux, en l'occurrence le clergé.

Depuis le 11 septembre et le renversement des talibans en Afghanistan et de Saddam Hussein en Irak, deux voisins de l'Iran, le régime islamique n'est plus aussi confiant. Il songe au

Khatami (2^e à partir de la droite) participant à une cérémonie religieuse: le passage à une islamité moderne sera-t-il possible?

changement, mais le pouvoir religieux concentré dans les mains des juges, lié au clergé traditionaliste, des puissantes institutions financières et des gardiens de la révolution, a peur de perdre son islamité traditionnelle qui garantit ses privilèges et son pouvoir. Ils sont favorables à un islam dominant et restreint, considérant que les musulmans doivent être préservés de la culture occidentale qui pervertit la santé mentale. Leur discours est teinté d'un anti-occidentalisme primaire et rétrograde qui se justifie au niveau politique par une opposition anti-impérialiste de tradition soviétique mélangée à un discours religieux axé sur le bien et le mal.

Bien que ce courant soit très influent, son action est cependant limitée par

la nature même de la *muslimcratie* et la modernité de la révolution iranienne revendiquant la liberté et l'élimination de toute tendance autoritaire. Tant qu'il existe une contradiction entre la république et l'islamité, la tendance traditionaliste ne pourra pas aller très loin. Pour s'imposer vraiment, elle doit supprimer cette contradiction, ce qui n'est pas chose aisée car les autres courants islamiques du pouvoir font aussi partie intégrante du régime. Pour cette raison, ce courant justifie ses actes par

d'action du pouvoir judiciaire, mais il y a aussi l'opposition de la rue, surtout des étudiants, qui se séparent peu à peu du pouvoir et de l'islamité boiteuse des réformistes. Ils espèrent la mobilisation populaire et le soutien des sociétés démocratiques.

Un conflit ouvert entre deux courants

Il existe actuellement, grâce à la présence des forces islamiques modernes au parlement et au sommet de l'État, une certaine liberté d'expression dans le cadre de la *muslimcratie* iranienne. Une «certaine» liberté d'expression, car seules les partis islamiques ont la possibilité de s'organiser et de participer à la vie politique. Toute existence d'autres partis d'obédience non-islamique est interdite. Ainsi les opposants laïques, pour se faire entendre, n'ont aucune possibilité d'expression politique et doivent s'intégrer aux courants islamiques.

La majorité de la population est de plus en plus déçue de l'islam politique, mais il lui manque des organisations structurées ou des personnalités charismatiques pour l'encadrer. Le régime est très sensible

à un quelconque rassemblement des forces non-islamiques. C'est ainsi que toute forme de protestation contre le régime passe toujours par un discours religieux et en référence à la Constitution.

Cet état des choses, faute d'assouplissement du pouvoir clérical traditionaliste du régime, pourra aboutir à un conflit ouvert entre les deux ailes constituant la République islamique, en l'occurrence les clercs, les lettrés anti-occidentaux et les musulmans rigides d'une part, et les clercs, les intellectuels islamiques et les musulmans progressistes d'autre part. Cela pourrait engendrer une éventuelle guerre civile et donner l'occasion aux étrangers, surtout aux Américains, de mettre en péril l'indépendance du pays.

Il est clair que tous les républicains iraniens, tant islamiques que non-is-

lamiques, sont opposés à l'ingérence des étrangers en Iran. Ils sont par contre demandeurs d'une pression internationale sur la droite islamique iranienne en ce qui concerne les problèmes liés aux droits de l'Homme et à la liberté d'expression. Dans ce sens, vu l'importance de l'Europe pour l'Iran, une politique européenne homogène et intransigeante soutenant les revendications des forces démocratiques pourra aider à l'évolution positive d'une islamité sclérosée vers une islamité moderne.

La présence des États-Unis dans la région est éminemment dangereuse pour le pays. Tant que le régime bénéficie du soutien du peuple, les Américains se tiendront à l'écart et n'auront pas de prétexte pour intervenir militairement en Iran. Mais comme la population iranienne se montre de plus en plus hostile envers le régime islamique et le clergé dominant, la possibilité d'une ingérence américaine devient plausible et trouvera sa légitimité auprès des opposants, surtout les monarchistes qui reviennent en force sur la scène politique iranienne.

L'avenir de l'Iran, dans une perspective optimiste, est plutôt le passage d'une islamité rigide vers une islamité moderne où toutes les forces du pays participeraient, à la vie politique pour donner à la République son sens authentique. La survie du régime est certainement liée, actuellement à ce constat. Dans le cas contraire, il faut s'attendre à des actions violentes de la part d'une jeunesse qui aspire à la liberté.

Il est souhaitable que l'opposition iranienne, tant islamique que laïque, mène, avec sagesse et par des actions pacifistes, sa lutte contre les clercs et leurs institutions financières et répressives. C'est ce qui se passe pour le moment mais un dérapage est toujours possible.

Ahmed Aminian-Tabrizi

Une politique européenne homogène et intransigeante soutenant les revendications des forces démocratiques pourra aider à l'évolution positive d'une islamité sclérosée vers une islamité moderne.

Ahmed Aminian-Tabrizi est collaborateur scientifique à l'Institut d'Études des Religions et de la Laïcité - ULB.

Canicule etc.

La faute des autres

La vague de canicule qui nous a tant affligés est déjà bien loin. Le courant a aussi emporté les responsabilités, réelles ou fantasmées, des «décideurs» de tous poils... Chacun connaît la célèbre sentence de l'Ecclésiaste, *Vanitas, vanitatum*, et... toutes ces sortes de choses. Le philosophe français Gilles Lipovetsky aussi¹.

À travers un phénomène tragique mais pourtant anecdotique –la canicule–, il décrypte pour nous cette soif prétentieuse que cultive l'être humain, celle de l'omnipotence. Contrôler, réglementer, afin d'asseoir –du moins le pense-t-il– son pouvoir absolu sur les concepts et les choses. Sur la vie...

«La gestion des risques naturels n'est pas une chose nouvelle dans les pays occidentaux, ni même ailleurs. Ce qui est nouveau, c'est que le public ne peut plus supporter que

des phénomènes, quels qu'ils soient, lui échappent». C'est un véritable cri d'alarme que pousse Lipovetsky. «Au nom de notre besoin de puissance et de modernité, nous exigeons, martelons, revendiquons: bref, nous n'avons jamais abandonné l'obsession ultime, celle de mettre la nature elle-même à notre botte. Mais c'est surtout une énorme anxiété que traduit ce comportement assez intolérant d'hypercontrôle. La civilisation va mal. Partout autour de nous règnent la souffrance, la peur du lendemain, la sensation de vide. Notre réponse est la fuite en avant et les instances extérieures et collectives sont prises dans cette tourmente auto-contrôlante. Même de ce qui n'est pas contrôlable

par essence: la vie, donc aussi la mort».

Tel le serpent qui se mord la queue, l'individu individualisé moderne exige toujours plus, tolère toujours moins, «mord» au fond de plus en plus loin et ce, même si au fur et à mesure sa propre douleur augmente. Si «quelque chose» lui échappe, il a mal; il faut un coupable, un fusible... ou au moins, une «bonne» raison. Dans le cas de la vague de canicule, ce fut le concept d'«épidémie».

Une épidémie... de soleil!

«Épidémie: atteinte simultanée d'un grand nombre d'individus d'un pays ou d'une région par une maladie contagieuse comme la grippe, le choléra, la fièvre typhoïde etc.». Voilà pour le Larousse. Mais le ministère français de la Santé a voulu travailler l'ouvrage et y a inclus... «la canicule, suivi en cela comme son ombre par une population désemparée».

La canicule, c'est pratique, c'est épidémique. On n'y peut rien! Au-delà de cette tentative –bien maladroite– de souligner l'inéluctable, on se demande bien quelle mouche a piqué tout un pays pour verser à ce point dans le pathétique, voire le ridicule.

Aujourd'hui, la fraîcheur est revenue et la canicule n'est plus une «épidémie»... Mais une fatalité contre laquelle on ne peut s'élever, du moins à court terme.

L'ex-ministre de la Santé, Bernard Kouchner, a eu ces paroles nobles et pleines de bon sens à l'égard de ses successeurs: «Oui, parfois il y a des étés caniculaires, y compris en France. Et la canicule a plutôt lieu l'été que l'hiver... Oui, ce sont surtout les personnes âgées qui en souffrent... et qui souvent en meurent. La vie est une maladie mortelle. Tout le monde sait ça. Mais enfin! de là à affirmer que la canicule est une épidémie! Si l'on pense qu'un gouvernement est capable de changer la nature des choses... et la température, on se trompe! Il y a d'ailleurs un danger à tenter ainsi, de manière incessante, d'affubler "le gouvernement" de talents transcendants»². Mais que fait donc la police?

L'intolérance, nouvelle valeur-clé

Gilles Lipovetsky s'inscrit dans cette démarche dépassionnée: «Si on a –en effet– connu de réelles défaillances dans les rouages de l'appareil public avec pour conséquence des retards inacceptables donc dommageables dans le processus décisionnel –certains des pays qui nous entourent, dont le vôtre, n'ont pas eu pareille incidence au niveau des dé-

cès malgré une canicule quasi identique!– il est bon de faire preuve après le sauve-qui-peut généralisé d'un simple bon sens. Il n'y a aucun "ministère de la suppression de la mort" ou de la "richesse pour tous", ni de l'élixir de jouvence...».

L'individualisme forcené pousse les individus à une surenchère incessante. Ce que, hier, ils acceptaient au nom de la «fatalité» ou par simple résignation, ils le rejettent aujourd'hui avec agacement, et ce d'autant plus que leur déstabilisation personnelle est grande. «Le rapport des gens à la catastrophe rejoint en fait leur relation à la mort: tout bonnement inacceptable et donc... à soigner. L'homme a perverti son rapport aux phénomènes. Quant, au moyen âge, le paysan perdait sa récolte, qu'il pleuve trop, ou qu'il vente, ou qu'il neige... ou qu'il fasse trop chaud, ou qu'elle soit ravagée par les sauterelles ou les barbares, il en acceptait, contraint et forcé, les conséquences. Qu'aurait-il pu faire d'autre? Rien. Aujourd'hui, l'individu, fragilisé par son isolement, reporte à la fois ses responsabilités de maillon social et ses très diverses récriminations égo-centriques sur "les autres". Et plus précisément sur une instance munie, à son avis, d'une sorte de "responsabilité totale": l'État». Bref, un punching-ball bien pratique...

Pour Lipovetsky, la somme des perceptions de l'homme moderne est influencée par cette certitude d'infailibilité version méthode Coué: «Ce n'est pas moi qui suis en tort; le "tort" est forcément extérieur, mais il existe. Chaque situation inacceptable a son coupable. Il suffit de le trouver».

S'en remettre aux autres

L'intolérance contribue à la bonne conscience de son pratiquant. Mais en plaçant la barre toujours plus haut... pour les autres, l'individu s'expose au risque de ne pouvoir la franchir lui-même, ce qui amplifie d'autant son anxiété vitale: «On peut accorder ceci à une plus grande influence médiatique, au développement de l'information qui, pour plaire, donne une forme et un caractère immédiat et spectaculaire aux phénomènes. Une catastrophe survient et il faut établir les responsabilités. Pas question qu'elle soit insoluble par

définition! Les Européens ont actuellement de grandes demandes en terme de fonctionnements publics mais aussi privés. Nous glorifions le succès, l'argent, nos droits, alors que disparaissent pratiquement les notions de devoir, de service public et de sacrifice. Ceci contribue à une sorte de climat délétère où un homme d'une honnêteté évidente est aisément déstabilisable par celles et ceux qui fuient leurs responsabilités et qui attendent patiemment un dérapage qui survient tôt ou tard et qui les positionnera comme des "sauveurs" de la situation, voire des gourous. Je ne crois pas que les dirigeants politiques soient des leaders omnipotents et moraux par définition, engagés dans une sorte de croisade visant à "couvrir" les individus en les dédouanant de leurs obligations civiques, comme dans une recherche fondamentale de pureté. Ceci a un arrière-goût de fascisme. La démocratie et le capitalisme avaient autrefois une alternative, fût-elle le diable. Mais le choix n'est plus possible: ceci peut être à l'origine de notre actuel ennui et insatisfaction. Une perspective peu excitante, mais la seule qui nous est ouverte. Nous ne voulons pas de croisades morales ou de mollahs; nous voulons de fastidieuses lois et régulations, l'État de droit de Montesquieu, basé sur le gouvernement des lois».

Pour un retour à la magie et à la prière?

La «tension vers le bonheur» promise par les Lumières s'est donc notablement renforcée, de même que le «juste courroux» des pauvres et laissés-pour-compte est tout à fait justifié. Mais, telle une image inversée, le culte du «contrôle total» qui devrait y mener est basé sur une forme d'intolérance insidieuse; un abus moral manifeste qui tente de masquer l'égoïsme le plus vil: «Une récente étude européenne montre que sur une liste de dix-sept valeurs morales que les parents souhaiteraient trouver chez les enseignants de leurs enfants, l'altruisme est seulement rangé à la quatorzième place. La majorité pense que l'on devrait enseigner aux enfants l'honnêteté, les bonnes manières, les valeurs du travail, la tolérance - toutes vertus nécessairement utiles pour réussir dans la société, mais pas pour être meil-

Le mythe du «bon vieux temps»

Vivant, et souvent prospérant, dans un système au fond assez satisfaisant quoi qu'on en dise, l'Occidental évoquera volontiers ce «bon vieux temps» où l'air était plus sain, le ciel plus bleu, l'herbe plus verte, la nourriture plus saine: «Nous affirmons même souvent que notre vie est beaucoup plus dure que celle de nos ancêtres. Quelle plaisanterie! De même, nous considérons que l'État, le corps social, s'affaiblissent de jour en jour, alors même que la structure de notre système n'a jamais été aussi forte ni aussi élaborée. Comme nous ne prions plus, ou si peu, et que les pleureuses antiques nous semblent tout de même un peu ridicules, nous préférons écrire des lettres, envoyer des recommandés, obtenir des colonnes dans les journaux, pour dénoncer les coupables et exiger des comptes». Enfermé dans son mal-être, l'individu célébrera alors avec force ces «âges d'or» mythiques où les richesses coulaient à flots, où les gens étaient gentils, souriants, affables et toujours prêts à rendre service....

leur. Nous sommes devenus des illettrés de la morale, incapable de rattacher les règlements et la discipline des devoirs répétés et des obligations (ce qui explique pourquoi nos parents meurent couramment dans des maisons de retraite). Notre sincérité est généreuse mais versatile, nécessitant un téléthon pour s'exprimer. Lorsque personne n'est disposé à prendre des responsabilités, lorsque tout appel à un mouvement éthique produit systématiquement une autosatisfaction immédiate, nous obtenons bien sûr une éphémère liberté totale, chacun pour soi».

Alors quoi, un retour aux croyances magiques et aux religions de toutes sortes serait-elle la panacée? Si la catastrophe est d'essence divine, on en revient au «juste courroux des dieux» et l'affaire est pliée. Telle une des «sept plaies d'Égypte», la canicule devrait-elle redevenir une «juste punition» ou en tout cas une fatalité qui nous fera longuement soupirer? «Non. Il s'agit d'un besoin de réunification quasi anthropologique entre les justes aspirations de l'individu à l'autonomie et au bonheur, et sa soif d'être assisté, et protégé par une autorité tutélaire. Mais l'éducation traditionnelle, l'éducation morale apprise par cœur de la fin du XIX^e siècle aux années cinquante est obsolète. Nous vivons dans une période chaotique à partir de laquelle une morale nouvelle et individualiste doit émerger. Mais sans laisser une telle place à cette soif d'émotionnel». Qui est aussi débilité de l'âme...

Olivier Swingedau

¹ L'Ère du vide,1983; L'Empire de l'éphémère, 1987; Le Crépuscule du devoir, 1992; La Troisième femme, 1997.

² Le Figaro du 15 août 2003.

La parenté sociale

Réflexion sur le système de parenté

L'organisation de la société sur la base des liens d'alliance et de filiation pourrait-elle être mise en cause après avoir montré ses limites?

Voilà quelques semaines en France, un fait divers retenait l'attention. Un enfant, dont la mère avait accouché sous X, avait été adopté par un couple, alors même que son père avait manifesté avant sa naissance l'intention de le reconnaître. Ayant entrepris des démarches pour retrouver son fils, il a fait appel à la Justice pour le récupérer. Le tribunal vient de lui donner raison en déclarant l'enfant non adoptable et en annulant l'acte d'adoption. Cette décision a plongé dans le désarroi une famille. Celle-ci a décidé de se battre pour garder le petit garçon autour duquel les parents ont construit leur vie et qui, de par la loi, était devenu *leur* enfant.

Depuis quelques années, les exemples foisonnent de cas d'enfants pour lesquels les adultes se déchirent comme s'ils étaient leur bien, en oubliant souvent que l'enjeu de leur querelle n'est pas un objet matériel mais bien un être humain et qu'il peut en souffrir. Dans la mesure où l'enfant se situe au cœur d'un ensemble de mutations sociales transformant ou influençant la famille, il serait temps qu'une réflexion s'amorce pour revisiter les liens de parenté qui structurent une réalité devenue indistincte et mouvante alors qu'ils sont destinés à la pérenniser.

La matière est trop neuve pour qu'il puisse être question d'invoquer des

arguments dès à présent à l'appui de l'une ou l'autre thèse, ou d'adopter une position définitive dans un domaine qui touche à l'organisation de la société elle-même, construite depuis toujours sur la base des liens d'alliance et de filiation à l'origine des structures de parenté. Elle met aussi en cause tout le système de valeurs séculaire qui a configuré la famille sur des rapports de force et d'autorité.

Le propos est ici de soulever l'une ou l'autre question jusqu'à présent éludée, liée à l'inadéquation grandissante du modèle normatif de famille, sur lequel repose une bonne part des règles de droit, avec le fait familial

te où les droits individuels des parents et des enfants cessent de plus en plus d'être transcendés par un droit supérieur lié à l'institution familiale.

Pour bien comprendre les enjeux familiaux et sociétaux de la parenté sociale, il convient de cerner au préalable les conséquences de l'individualisation portée au sein de la famille.

L'individualisation: une révolution sociale en voie d'achèvement

L'individualisation¹ de la société qu'il ne faut pas confondre avec l'individualisme² comme le font trop souvent ses détracteurs, procède de l'idéal démocratique, fondé sur les valeurs d'égalité, de liberté, de responsabilité et de dignité, qui sont autant de signes visibles d'une condition humaine reconnue à tous, sans aucune exception ni aucune gradation. Pourtant, si l'on n'y prend garde, elle pourrait y conduire dans la mesure où elle présente des risques de destruction des solidarités primai-

l'individu que de la famille, devrait avant tout veiller à restaurer le sens de la solidarité. Loin de répondre au seul élan émotionnel ou affectif du moment, celle-ci doit d'abord se comprendre comme un engagement individuel d'entraide mutuelle et durable, qui ne prend tout son sens qu'entre partenaires égaux.

C'est bien sur ce plan-là que se situent les fortes résistances auxquelles se heurte la pénétration de l'individualisation des droits au cœur même de la famille. La crainte sous-jacente, c'est que cette évolution ne signifie la fin de la famille en tant que groupe intermédiaire de reconnaissance sociale⁴ en laminant ses principaux fondements: le mariage qui consacre les liens d'alliance et la filiation associée aux liens de sang.

Le mariage: premier pilier du droit de la famille

Le mariage, premier pilier du droit de la famille, est depuis quelque trente ans fortement ébranlé en tant qu'institution. Fondé sur un choix personnel, libre et volontaire de vie et non plus sur le choix stratégique de deux familles visant à satisfaire les intérêts de leurs groupes, il s'apparente plus aujourd'hui à une association de deux individus dont l'intérêt commun se résume très souvent à la recherche du bonheur et de l'épanouissement personnel, tous deux érigés en valeurs universelles. La fragilité des sentiments explique sans doute pour une large part l'explosion des divorces caractéristique de ces dernières années. Les chiffres les plus récents de l'Institut national de statistique ne nous indiquent-ils pas qu'en 2002, le rapport des mariages et des divorces s'établit à 4 pour 3, alors qu'il était encore de 10 pour 3 au milieu des années 1990 pour l'ensemble du pays. Le divorce est devenu un phénomène social dont la banalisation a rendu nécessaire la dissonance sur le plan juridique du couple conjugal et du couple parental dont il convient de préserver l'existence au-delà du divorce. Il en résulte que la famille perdure après le terme mis au mariage grâce à la séparation des rôles de conjoint et de parent.

La récente évolution du mariage a également pour conséquence de le contester en tant que lieu destiné à la

procréation. Non seulement avoir des enfants a cessé d'être son objectif premier, puisque la constitution d'une famille est elle aussi tombée dans le domaine du choix, mais encore le temps n'est plus où il n'apparaissait que comme le seul lieu admis socialement pour satisfaire ce désir. Plus rien n'interdit désormais d'avoir des enfants légitimes ou légitimés en dehors du mariage. Seule conclusion possible: famille et mariage ont cessé de coïncider⁵.

La filiation: deuxième pilier du droit de la famille

Reste la filiation. Jusqu'à présent, malgré les évolutions en cours, les principes qui régissent la filiation n'ont pas encore été réellement bousculés. Il n'en reste pas moins que diverses tentatives législatives récentes portant sur la reconnaissance de la parenté sociale pourraient bien la remettre en question.

Agnès Fine indique clairement dans un article récent⁶ que la représentation européenne de la filiation «nous amène à assimiler engendrement et filiation». «Caractérisée à la fois par la bilatéralité (...) et par l'idéologie du sang», elle relève, comme toute autre, d'un «choix culturel». L'auteur précise, afin que ce soit clair pour tout le monde, que «les liens de consanguinité ne sont pas seulement biologiques (...) mais des liens socialement reconnus».

La réapparition de l'adoption à la fin du premier quart du XX^e siècle a ouvert la première brèche dans ce modèle de filiation «généalogique» en développant un système de parenté basé sur des liens électifs, tout en préservant cependant «l'exclusivité de la filiation» présente dans ce modèle. C'est ainsi que «chaque individu n'est mis en position de fils ou de fille que par rapport à un seul homme et à une seule femme». C'est bien ce point-là qui, de nos jours, pose problème. Avec la fragilisation croissante des unions matrimoniales, l'élargissement du champ géographique de l'adoption, le développement du placement d'enfants dans des familles d'accueil et de la procréation assistée, il arrive de plus en plus fréquemment que plusieurs parents coexistent pour un même enfant.

D'où les questions qui se posent actuellement pour définir qui est pa-

rent. Une anthropologue anglaise, Esther Goody, a tenté de donner une réponse. En partant des systèmes de parenté observés en Afrique, elle a décomposé la fonction parentale en cinq éléments essentiels: concevoir et mettre au monde un enfant, donner une identité à la naissance (élément juridique), nourrir, élever et garantir l'accès de l'enfant au statut d'adulte⁷. Ce type d'analyse, qui tente d'expliquer ce que représente en profondeur le fait d'être parent en décortiquant les rôles et les tâches à remplir pour assumer pleinement la fonction, nous invite à la réflexion.

Selon le type de parenté sociale en cause, l'utilisation de cette méthode permettrait de préciser la nature des fonctions parentales partagées (résidence, fonction nourricière,...) dans le cas des familles recomposées et des familles d'accueil, mais aussi, et de plus en plus, dans le cas de l'adoption, notamment internationale. Elle donnerait également les moyens de définir la place à réserver aux donneurs de sperme ou d'ovules en cas de procréation assistée.

Les différentes propositions de loi déposées au cours de la précédente législature allaient toutes dans le sens de la reconnaissance et de l'institutionnalisation d'une sorte de lien de parenté entre l'adulte qui assume les responsabilités de la vie quotidienne et l'enfant vivant sous le même toit, comme c'est déjà le cas du *Children Act* de 1989 au Royaume-Uni. Reste la question toujours pendante de la place à réserver aux parents naturels en cas d'adoption ainsi qu'aux parents d'accueil en cas de placement d'enfant. Faut-il, comme aux États-Unis et au Canada, passer dans le cas de l'adoption de la rupture totale du lien originel de filiation à l'interreconnaissance entre les géniteurs et les parents adoptifs, soit une solution qui serait également applicable à la situation d'accueil? Ce sont là autant d'interrogations dont il faut que la laïcité s'empare si elle ne veut pas être la grande absente d'un débat de société qui s'annonce.

Ghislaine Julémont

Loin de répondre au seul élan émotionnel ou affectif du moment, la solidarité doit d'abord se comprendre comme un engagement individuel d'entraide mutuelle et durable, qui ne prend tout son sens qu'entre partenaires égaux.

© M. Clerbois

Fortement ébranlé depuis une trentaine d'années, le mariage représente surtout aujourd'hui la recherche du bonheur et l'épanouissement personnel érigés en valeurs universelles.

actuel. Cette inadéquation résulte pour partie de la diversification des formes de parenté sociale découlant notamment de la désinstitutionnalisation de fait du mariage, ainsi que de l'élargissement géographique du champ de l'adoption, dans un contex-

tes qui, auparavant, se nouaient dans les différentes sphères de vie autour d'un projet collectif ou de temps de vie partagés³.

Pour éviter de tomber dans le piège de l'anomie, la société, qui actuellement s'organise davantage autour de

¹ Individualisation: action d'individualiser, c'est-à-dire de distinguer l'individu et de le considérer isolément et le résultat de cette action.

² Individualisme: tendance à ne songer qu'à soi, à s'affranchir de toute solidarité avec son groupe social, à développer outre mesure la valeur et les droits de l'individu.

³ Voir à ce sujet, A. Supiot, «Temps de travail: Pour une concorde des temps», *Droit social*, 1995/12, Décembre 1995, pp. 947-954.

⁴ V. entre autres J. Bichot, «Le quotient familial: le vrai débat», *Droit social*, 1981/6, pp. 478-484).

⁵ Selon certains auteurs, c'est l'enfant qui fonde la famille. Voir notamment Francis Girod, *La famille: une affaire de générations*, publié tout au début des années 1990.

⁶ V. Agnès Fine, «Vers une reconnaissance de la pluriparentalité?», in *Esprit, L'un et l'autre sexes*, Mars-Avril 2001, p. 40-52

⁷ V. Esther Goody, citée par Agnès Fine, *op.cit.*, p. 45.

Ghislaine Julémont est sociologue et administratrice du Centre d'Action Laïque.

Cockerill

C'est beau un haut fourneau la nuit

Entre Seraing et ses habitants, d'une part, et Cockerill et ses hauts fourneaux, d'autre part, il y a comme une histoire d'amour, vieille de deux cents ans. Elle va connaître un épilogue qui suscite déjà amertume et nostalgie. Témoignages.

© Frassi

Le haut fourneau 6 est à Seraing ce que l'église est au village: il domine toute la Cité du fer, en particulier le bas de la ville et la rue Ferrer. Autrefois très animée, l'artère a subi de plein fouet le déclin de la sidérurgie, se vidant de ses habitants et de ses commerces. «Ça va un peu mieux maintenant: il y a les nouvelles constructions, on a refait les trottoirs, rafraîchi certaines façades, la rue retrouve un peu de punch», explique Fiorella, la cinquantaine, qui travaille depuis plus de trente ans dans l'une des rares petites entreprises qui ait survécu aux différentes crises: un magasin de sanitaire installé au même endroit depuis sa création en 1922!

«À une époque, se souvient-elle, ici on se marchait sur les pieds, de jour comme de nuit. Cockerill tournait à plein régime, il y avait des gens, des commerces, des ateliers, des ouvriers, des bureaux où travaillaient des architectes, des ingénieurs, etc. Tout se faisait ici. C'était parfois pénible, pour les ouvriers surtout. Mais c'était le bon temps malgré tout. D'ailleurs tous ceux qui y ont travaillé regrettent leur boulot. Moi, j'habite pas loin d'ici, dans le bas de Seraing comme on dit. Je n'ai jamais eu envie d'aller travailler ou vivre ailleurs, preuve que c'est vivable. Les bruits, les fumées passent avec le reste», ajoute Fiorella. Fille d'émigrés italiens, elle est arri-

vée avec ses parents alors qu'elle avait un an. Comme tant d'autres, Cockerill c'est sa vie: son père y a travaillé, son mari aussi.

Un client entre, la conversation s'interrompt. Soudain, à l'extérieur, un souffle puissant, juste quelques secondes: comme si le «monstre» d'acier tenait à manifester bruyamment sa présence. Difficile de s'imaginer que tant de personnes –des milliers et des milliers– aient travaillé et vécu juste au pied du haut fourneau dans un bruit permanent, au milieu de nuages de scories, avec un va-et-vient incessant de camions, de bulldozers, de grues.

Une sirène se met à hurler, peut-être pour indiquer un changement de pause. Elle couvre, un moment, le chuintement ininterrompu produit par on ne sait trop quoi à l'intérieur de l'imposante structure métallique. Une sorte de funiculaire tire un wagon vers la partie supérieure du haut fourneau qui crache une fumée brunâtre.

«Cockerill, ce haut fourneau: tout s'est construit avec lui. C'est toute notre histoire, dure mais qu'on aime bien. Ce qui va lui arriver nous touche tous. On nous enlève tout. Il faut quand même que des choses restent sinon il n'y aura plus rien ici comme en Wallonie. Je pense aux jeunes aussi, que vont-ils faire?» se demande Fiorella. Avant de poursuivre: «Le jour où le haut fourneau s'arrêtera, sûr que j'y penserai». Un peu comme à quelqu'un de la famille qui s'en va, définitivement, ne laissant pas d'héritiers mais de l'amertume, des décombres, des volets fermés, des bâtiments à l'abandon.

La rue Ferrer ne s'est toujours pas remise des restructurations du début des années quatre-vingt. Survivra-t-elle à la fin du «chaud»?¹ Même si les autorités communales tentent de revitaliser l'endroit, par exemple, en y construisant des logements sociaux, l'impression de dévastation prévaut encore. «Mais la vie conti-

nue, elle doit continuer», conclut Fiorella.

André tient une pharmacie depuis plus de trente ans à quelques dizaines de mètres seulement du haut fourneau: «Lorsque j'ai commencé ici, c'était vraiment infernal, insupportable. Quand j'étais de garde la nuit, il n'y avait pas moyen de fermer l'œil, de s'assoupir un moment pour récupérer. Le trafic des bulldozers qui transportaient des minerais; puis le haut fourneau lui-même et tous les ateliers qui l'entouraient. Un bruit permanent, fait aussi de sifflements provoqués par les gaz relâchés dans l'atmosphère, des hurlements de sirène, etc. Sans compter la crasse. Mais on s'y fait. Faut bien vivre avec». Et d'ajouter: «Aujourd'hui il y en a moins, moins de poussière, moins de bruit, et moins de travail aussi».

Armando aussi vit depuis toujours au centre de la Cité du fer. Depuis toujours, le haut fourneau 6 fait partie de son environnement. Il le voyait de la cour de récréation, de chez lui. Il a bercé son enfance. «Il m'a toujours fasciné. Surtout à la tombée du jour ou la nuit parce qu'il se dégage de cette énorme structure, une fois illuminée, un sentiment de vie que renforcent les projections de fumée, les bruits. On a vraiment l'impression qu'il s'agit de quelque chose de vivant. J'ai commencé à le photographier en 1999», explique Armando Frassi qui entretient à l'évidence un rapport très affectif avec le haut fourneau. À Seraing, il n'est certainement pas le seul.

Il y a quatre ans, ce jeune sérésien, fils de métallo et fier de son patrimoine industriel, se lance dans la photo amateur. D'abord autodidacte, il rejoint ensuite un club de photo pour améliorer ses connaissances en photographie. Et il photographie sans relâche le haut fourneau de la

rue Ferrer. Armando Frassi emploie un appareil classique avec pellicule et n'utilise, le plus souvent, que la lumière «naturelle» pour prendre des clichés du haut fourneau. Au final, il s'en dégage une atmosphère tout empreinte de féérie. «Pour moi, cette exposition, ces photos, c'est la concrétisation d'un rêve que j'espère pouvoir continuer en photographiant d'autres hauts fourneaux. Lorsque

celui de Seraing n'existera plus, il manquera vraiment quelque au paysage», conclut Armando.

Placées au pied de la statue de John Cockerill, qui trône toujours devant l'Hôtel de Ville, il restera à Seraing, le moment venu, les cendres du grand capitaine d'industrie. Poussière d'empire...

Sergio Carrozzo

¹ L'extinction du haut fourneau 6 est prévue pour juin 2005.

Le fabuleux destin de Cockerill

Lorsqu'en 1817, John Cockerill, fils d'un artisan mécanicien originaire du Lancashire débarque à Seraing et crée sa première usine sidérurgique, il n'imagine pas à quel point il va marquer l'histoire contemporaine. À commencer par celle de la future Cité du fer –à l'époque le petit Versailles des princes-évêques– cœur de l'empire industriel que l'industriel anglais s'apprête à bâtir.

«Un personnage fascinant, à la fois aventurier romantique, grand ingénieur, patron détestable et manager catastrophique, qui pratique déjà ce que nous appelons aujourd'hui la «veille technologique». Il s'informe en permanence de ce qui se fait de mieux autour de lui en matière d'évolution technique. Il achète des machines, les observe, et s'en sert comme matériau pour en façonner de nouvelles qui se situent à la pointe du progrès, explique Robert Halleux, directeur de recherche du FNRS à l'Université de Liège et auteur de *Cockerill, deux siècles de technologie*, un ouvrage de très belle facture que l'on doit aussi aux éditions du Perron spécialisées dans la mise en valeur du patrimoine liégeois et wallon, et qui retrace les quelque 200 ans de la vie du géant de l'acier, photos et documents d'archives à l'appui.

Le tout représente l'aboutissement d'un travail collectif de longue haleine –six ans de travail mené par l'équipe du Centre d'histoire des sciences et des techniques de l'ULg– qui ne se contente pas de dérouler un récit centré sur un personnage, certes hors du commun, et sur une entreprise au destin digne des sagas hollywoodiennes. «Au fil du temps, rappelle l'auteur, Cockerill s'est peu à peu identifié, dans les représentations sinon dans les faits, à l'ossature même de l'industrie lourde en Wallonie. Le développement technique s'est accompagné de mutations dans les savoirs, l'économie, dans l'espace vital des entreprises, dans la politique, le paysage, la culture, les mentalités». Du Lion de Waterloo au réacteur nucléaire de Mol en passant par la locomotive Atlantic Cockerill, les réalisations du sidérurgiste ne se comptent plus, des plus anonymes aux plus célèbres.

Pourtant, le colosse finira par mordre la poussière. Car s'il réussit, voire anticipe, les première et deuxième révolutions industrielles, il loupe la dernière, celle qui débute en 1940 avec l'avènement du nucléaire, de l'informatique, des plastiques et des nouveaux matériaux. Cette absence de clairvoyance, difficilement explicable, conditionnera lourdement le devenir de la multinationale ainsi que celui de la Wallonie qui ne sautera finalement que «de justesse dans le dernier wagon de la troisième révolution industrielle, non sans passer un enfer. Elle remonte à présent patiemment le convoi jusqu'aux voitures de tête». Mais il est désormais peu probable que Cockerill les atteigne jamais (*sic transit gloria mundi*).

S. C.

Robert Halleux, *Cockerill, deux siècles de technologie*, éditions du Perron, 2002, 224 pages, 49 €.

L'entretien de Jean Sloover avec Catherine Lévy

La précarité sera-t-elle le genre humain?

«Assistés» ou «salariés pauvres»: les chômeurs d'Europe ont désormais le choix...

Les emplois précaires proposés à ceux qui bénéficient des «minima» sont généralement assortis de primes pour l'employeur qui a dès lors intérêt à les multiplier.

Oui, il y a de l'insécurité dans nos sociétés! Beaucoup d'insécurité! Mais ce n'est pas celle à laquelle le lecteur songe d'instinct dans un paysage politique pollué par les fumisteries de l'extrême droite. L'insécurité fondatrice – parce que toutes les autres en découlent largement – est sociale. C'est celle qui sourd de la répartition toujours plus inégalitaire des richesses pourtant immenses forgées par nos économies flexibles. Le plus extraordinaire dans cette situation est qu'elle n'a rien de neuf. Qu'elle n'est que la forme relookée d'un mécanisme résistible mais presque aussi ancien que le *sapiens sapiens*: l'exploitation de l'homme par l'homme. De pénétrants esprits ont écrit des choses sans doute indépassables à ce sujet. Mais – servi entre autres par trop de médias félons oubliax de leur fonction critique – l'air du temps néolibéral a pu les escamoter. Et pervertir nos vocabulaires pour dissimuler l'iniquité sous de savantes appellations trompeuses, d'habiles mesures aux allures faussement techniques. Rien de tel, dès lors, qu'aller sur le terrain pour rendre à nouveau visible ce qui a été adroitement rendu invisible...

Catherine Lévy, vous êtes l'auteur d'un ouvrage qui synthétise une enquête collective sur la précarité en Europe¹. Comment en résumer les constats?

À partir de 1975, avec l'apparition du chômage de masse, s'est engagé un processus d'érosion de la protection et de la sécurité. Les formes d'emploi

atypiques, intérimaires, à durée déterminée, à temps partiels, ont commencé à faire nombre. Discours et pratiques sur la modernisation de la protection sociale se sont relayés pour imposer un modèle «européen» qui a pris forme dans les années nonante. Ce modèle s'ajoute, certes, à des modèles nationaux qui conservent leur spécificité. Mais tous, néanmoins, déclinent des tendances lourdes convergentes qui détériorent semblablement les conditions de vie de la classe ouvrière dans toute l'Europe, plus particulièrement dans la catégorie sur laquelle notre enquête s'est concentrée, à savoir celle des bénéficiaires d'allocations de remplacement. Ceux-ci, tout particulièrement, ont perdu un degré significatif de sécurité d'existence. Leur intégrité physique n'est plus assurée comme par le passé. La quiétude qu'offraient les prestations sociales qui permettent de se soigner, de se loger, de se nourrir, de se vêtir, de s'éduquer... n'existe plus vraiment pour toute une partie de la population des pays européens.

Sommes-nous désormais dans un modèle à l'américaine?

Le modèle européen actuel vise l'efficacité économique, mais sans abandonner totalement le champ social. Avec cette réserve importante que le social doit devenir un terrain d'activité fructueux: fonds de pension, assurances privées, etc. Ce modèle se fonde sur une logique de profit immédiat en utilisant, par exemple, l'ensemble des allocations et des minima sociaux pour faciliter la création de certains types d'emplois. Ainsi, les revenus de remplacement deviennent-ils des compléments de salaire pour des «petits boulots» non qualifiés. Mais, dans le même temps, dans l'attente de la réalisation du

«plein-emploi précaire» qui est l'objectif de cette logique, les gouvernements installent des filets de sécurité censés assurer un minimum vital aux classes populaires.

Retour au moralisme du XIX^e siècle

Pourquoi dites-vous que la poursuite du plein-emploi à tout prix dissout la relation salariale?

Les minima sociaux ne se limitent pas à apporter un revenu aux personnes sans travail. Depuis quelques années, pour continuer à les percevoir, les bénéficiaires sont souvent obligés de prouver leur volonté d'avoir une activité quelle qu'elle soit. On est ainsi entré dans une nouvelle période, celle du travail obligatoire généralisé consacré par le Sommet européen de Lisbonne sous l'appellation «augmentation du taux d'emploi». Or cette entreprise de mise au travail systématique influence le marché du travail: les emplois précaires proposés à ceux qui bénéficient des «minima» sont généralement assortis de primes pour l'employeur qui a dès lors intérêt à les multiplier. On peut ainsi déceler dans les minima sociaux les fondements d'un nouveau système de protection sociale dont l'objectif est d'altérer la condition salariale qui s'inscrit traditionnellement dans les conventions collectives et les droits sociaux acquis par les luttes ouvrières.

On parle aujourd'hui beaucoup de «pauvres» et d'«exclus», de «travailleurs pauvres»... Toutes ces catégories portaient-elles jadis le nom générique de classe ouvrière?

Les transformations des systèmes de protection sociale ont produit un ensemble de statuts qui ont brouillé les repères sociologiques qui nous étaient jusque-là familiers. Un lexique nouveau est venu opacifier une réalité sociale jusque-là assez aisément décodable. La partie de la classe ouvrière qui a été massivement mise au chômage depuis un quart de siècle a disparu des dis-

cours, dissimulée qu'elle a été sous une multitude d'appellations. Dans notre livre, nous avons voulu réintroduire les chômeurs et les sans-emploi au sein de la classe ouvrière; montrer que l'«employable» d'aujourd'hui n'est autre que l'«exclu» d'hier, le «chômeur» d'avant-hier et le «prolo» d'avant la Sécu...

En quoi la notion d'employabilité a-t-elle contribué à modifier notre représentation du monde du travail?

Parler d'«augmenter le taux d'emploi» comme le fait l'Union européenne depuis Lisbonne, c'est donner à penser que le chômage résulte du refus que les individus sans emploi opposent aux offres de travail qui leur sont faites. La faiblesse du taux d'emploi ne serait au fond due qu'au comportement volontaire des chômeurs et à la trop grande générosité des politiques sociales. Ce postulat qui considère que tout chômeur préfère des allocations minimales présente les chômeurs comme des «obligés» de la société tout entière. Il nous ramène au moralisme du XIX^e siècle qui considérait les pauvres comme des oisifs et l'oisiveté comme «la mère de tous les vices»...

Une victoire des propriétaires

Quelles conséquences la «nouvelle protection sociale» européenne a-t-elle sur la société et la vie quotidienne des gens?

Les inégalités que l'on décèle dans tous les domaines de l'exercice de leurs droits par les personnes soumises aux multiples statuts qui morcellent désormais le monde ouvrier con-

courent globalement à fragiliser la société dans son ensemble. Pour ce qui est des individus, la conséquence la plus importante de ces politiques de remise au travail à tout prix est le contrôle incessant et pointilleux que l'administration exerce sur les chômeurs. Moyen de pression, le contrôle administratif continu a non seulement pour objectif de remettre les sans-emploi au travail, mais aussi de les «moraliser». Une autre conséquence est que ni les revenus procurés par un travail précaire, ni les allocations sociales ne permettent de couvrir les besoins essentiels. Ceux qui sont touchés par la pauvreté et la précarité doivent, pour survivre, accomplir des démarches en tous genres, y compris, parfois, recourir à des moyens illégaux afin de disposer du revenu supplémentaire qui fait défaut. Un marché du travail parallèle, notamment, se développe où se recrutent des personnes aux capacités très variées pour des travaux pénibles et contre des salaires extrêmement faibles. Une aubaine pour le patronat...

Vous n'hésitez d'ailleurs pas à parler de «délinquance patronale»?

Outre les scandales financiers, les faillites frauduleuses, les licenciements abusifs, les pollutions évitables, etc. les employeurs commettent nombre d'autres actes délictueux qui ne font pas, eux, la une des médias. Je me réfère ici à tous les modes hors normes d'utilisation de la main-d'œuvre. Ces pratiques ne touchent pas seulement les demandeurs d'asile. Elles concernent aussi des chômeurs et des salariés à faibles reve-

nus qui cherchent, comme je le mentionnais, à améliorer leur niveau de vie. Il y a également l'utilisation de main-d'œuvre déclarée qui ne bénéficie pas des salaires légaux. Cette face cachée de la délinquance patronale est importante, surtout en raison de l'objectif qu'elle poursuit: faire baisser les salaires au-delà des nombreuses mesures légales d'abaissement des charges sociales déjà en vigueur.

L'Europe de Lisbonne est-elle une victoire historique du patronat?

Les systèmes de protection sociale mis en place après 1945 avaient pour objectif de protéger les travailleurs des aléas du marché du travail. Ils leur permettaient d'attendre de retrouver un emploi convenable et, entre-temps, de refuser les emplois à bas salaire, d'éviter les risques de la déqualification et d'échapper à la précarité. C'est précisément cette sécurité fondamentale, condition d'une authentique liberté et d'une réelle égalité, qui a été remise en cause. Elle est, en effet, apparue porteuse d'effets pervers pour le capitalisme. À ce titre, oui, Lisbonne symbolise une victoire patronale. Le rapport des forces est à nouveau en faveur des propriétaires: la protection des biens l'emporte sur l'assurance du droit de vivre pour le peuple. Et on peut lire cette situation comme un nouveau mode de domination. Une domination qui, comme le disait Pierre Bourdieu, s'exerce, en l'espèce, par «l'institution d'un état permanent d'insécurité visant à contraindre les travailleurs à la soumission, à l'acceptation de l'exploitation».

Ni les revenus procurés par un travail précaire, ni les allocations sociales ne permettent de couvrir les besoins essentiels.

¹ *Vivre au minimum*, éditions La Dispute, 2003, 237 pages. Catherine Lévy est sociologue, ingénieur au laboratoire du CNRS Georges Friedmann. Parmi les partenaires de l'enquête figurent des chercheurs de l'ULB et de la VUB.

Ringard, le rationalisme?

On a fait dire à Malraux que le XXI^e siècle serait spiritualiste. La controverse est loin d'être tranchée. Ce qui est certain c'est que ce siècle débute dans le pragmatisme matérialiste le plus grossier. La mondialisation économique forcenée est le fer de lance de la politique impérialiste des États-Unis. Paradoxalement cette politique brutale se couvre, avec une hypocrisie sans limite, de valeurs spirituelles et humanistes proposées par un clan de fanatiques fondamentalistes qui n'a d'égal que celui des islamistes auxquels il prétend s'opposer.

Avec cynisme, les Aznar, Blair, Berlusconi accompagnés des enfants de Walesa et de Wojtila appellent à une nouvelle «croisade» dont l'Europe «dé-laïcisée» apporterait la piétaille et leurs parrains Bush, Rumsfeld et Powell la technologie téléguidée et les moyens de guerre chirurgicale... En un mot, l'objectif spirituel de l'Opus. Nos fanatiques aux lions noirs n'hésitaient guère, il y a peu, à proclamer «*Vlaanderen voor Kristus - Kristus voor Vlaanderen*»! Que peuvent, contre la divine volonté, les francophones «paresseux et dégénérés» des Fourons ou de Wezembeek-Oppem? Que peuvent les «petites nations» qui ont tenté de mettre en place une Cour pénale internationale pour protéger le droit des minorités assassinées face à la volonté obscurantiste de ceux qui se voient maîtres et libérateurs du monde et contraignent nos courageux «représentants» à voter des lois garantissant leur impunité?

Peu à peu se dégagent de la société pluraliste qui se constitue progressivement chez nous les exigences parfois contradictoires de groupes idéologiques importants animés de sectarisme religieux ou ésotérique. Tous invoquent le respect des droits de l'Homme et les particularismes culturels.

Or, la société des droits de l'Homme, au sortir du siècle des Lumières, visait à apaiser les sanglants conflits civils et religieux des siècles précédents: croisades, extirpation des hérésies, guerres de religions, pogroms. Comment atteindre une pacification

planétaire, sinon en exaltant l'unité de l'espèce humaine et l'universalité de ses espérances? La solidarité et la fraternité d'une société où la liberté de penser et de s'exprimer sont dès lors garanties par la stricte séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. C'est cela l'État laïque, où une tolérance mutuelle instaure le dialogue pacifique dans la modération, la décence et la discrétion par rapport à toute manifestation extérieure d'appartenance unilatérale.

C'est tout cela qu'on tente de détricter en réaffirmant, pour la future «Grande Europe», la «priorité et l'antériorité des valeurs chrétiennes» et en guidant ainsi les générations futures dans l'impasse des affrontements. Cerise de dernière minute sur le gâteau: la dangereuse secte dite «Église de scientologie» a ouvert en septembre 2003, à grand fracas médiatique, une officine rue de la Loi, à deux pas des Communautés européennes où son implantation va sérieusement concurrencer l'Opus déjà bien en place. Menace supplémentaire pour la laïcité et la rationalité des décisions et du comportement de certains fonctionnaires. Rappelons que cette «Église» pratique essentiellement un culte apparenté à celui du veau d'or en manipulant psychiquement ses adeptes, en s'acaparant de leurs biens en toute apparente légitimité et en abusant le public très ciblé des parlementaires et fonctionnaires européens. Sa puissance politique «occulte» est autrement plus efficace que celle des «Internationales» politiques anémiques, sclérosées et divisées. Cette «Église» est la pire confusion d'un culte autocratique élitiste et d'une illusion morale à orientation universaliste.

Tout est permis, au nom de la liberté, y compris de l'étouffer!

La tâche des rationalistes est simple: identifier, au cours des années à venir, tout ce qui est susceptible d'étouffer le libre exercice de la raison. Combattre les propagateurs des pollutions intellectuelles et les libérateurs de ces monstres peints par Goya et qu'engendre le sommeil de

la raison. Le rationalisme a pour mission présente de juguler les fanatismes spirituels au même titre que l'écologie se donne pour objectif de combattre les opérateurs de nuisances qui altèrent le climat planétaire et mettent toute la dynamique du vivant en danger mortel.

Il est difficile de préciser lequel des deux fléaux, le mental ou l'industriel, est le plus urgent à parer. En effet les excès du premier ont des conséquences politiques et sociales qui agissent directement sur les procédures technologiques responsables de la perturbation planétaire. Quant aux responsables du second, leurs ambitions productivistes les poussent à chausser des bottes de plomb et à faire obstruction par tous les moyens au développement durable. Ils plongent ainsi les trois quarts de l'humanité dans une misère génératrice d'inculture, de recours au surnaturel et au terrorisme fanatique.

Non sans humour, je vois dans la lutte du rationalisme contre les obscurantismes un heureux parallèle du combat que mène l'écologie contre les pollueurs. Le même souci de l'humain pousse les uns et les autres à s'opposer aux flots du mercantilisme et de la déraison qui menacent de nous submerger.

Prétendre que le rationalisme est dépassé et archaïque dans sa critique des comportements religieux et des pratiques irrationnelles, magiques et prognosticatoires (comme l'eussent énoncé Rabelais et Érasme) tient de l'aveuglement.

Certes, l'affirmation rationaliste est délicate dans la mesure où elle se veut respectueuse de la pensée des autres sans renoncer à sa critique publique. Il est trop facile de s'affirmer «démocrate et humaniste» lorsqu'on enferme les citoyens dans un ghetto protecteur qui s'arme de l'accusation de blasphème dès que l'existence du Dieu d'Israël est mise en doute, que les paroles de ses prophètes sont analysées et que l'autorité de ses pontifes est contredite. Il est aisé, comme l'effet de manche d'un avocat, de dénoncer l'intolérance des rationalistes lorsqu'ils démontrent à quel point l'astrologie est aléatoire et mensongère et que l'interprétation des cartes, du marc de café ou des songes met à quia les psychologues les plus subtils. À défaut de trouver la vérité, être rationaliste c'est appliquer sa raison à la chercher et, en paraphrasant à peine Jaurès, avoir le courage de la dire...

André Koeckelenbergh

Dieu?

La certitude d'Albert Jacquard

«Trop longtemps j'ai cru ce que m'étais dit. J'ai cru en un seul Dieu».

«Puis est venu l'âge du doute. Doute qui a été nourri, qui a été rendu systématique, par la pensée scientifique». Doute permanent.

Passant en revue les différentes novations du XX^e siècle, Albert Jacquard, dans son dernier ouvrage *Dieu?*, montre combien l'attitude scientifique nous habitue à ne rien accepter comme définitif tant que des arguments scientifiques n'ont pas été fournis et à remplacer

crits par les Évangiles comme ayant bien eu lieu, mais adhérer (si on veut) aux idées que Jésus a exprimées».

Par conséquent, il faut remettre en cause la réalité des événements, susciter le doute, mais l'essentiel pour Jacquard est le contenu et la signification de ces messages.

«Le scientifique, dont la discipline exige une permanente vérification de ce qu'il accepte pour vrai, ne peut que manifester son doute, et même, devant la description de faits aussi invraisemblables, ad-

Après la croyance et avant la certitude, le doute. Un doute très partagé...

les anciennes légendes par des explications rationnelles et vérifiables. Il s'attache ensuite à la notion de croyance, qui n'est pas compatible avec l'approche scientifique de la réalité (réalité jamais atteinte).

De par son éducation religieuse, il se souvient d'un certain nombre de paroles d'évangile, et de ses croyances en Dieu le Père, en Dieu le Père tout-puissant, créateur du ciel et de la terre, et en Jésus-Christ, son fils unique, qu'il s'applique à démontrer scientifiquement.

«Finalement "croire en Jésus-Christ" ne signifie plus accepter les faits dé-

mettre avec une quasi-certitude que, tels qu'ils sont rapportés, ces événements n'ont pas pu se produire».

Jacquard termine par: «Peu importe à quoi je crois. Il me faut choisir librement à quoi m'engager», dans la société d'aujourd'hui.

Beau parcours que le sien, depuis son éducation religieuse décortiquée avec rationalité et réflexion scientifique, en se basant sur des faits et en formulant des hypothèses.

Yolande Mendes da Costa

Albert Jacquard, *Dieu?*, éd. Stock/Bayard, février 2003, 144 pages.

Bruxelles en scène

Cette exposition spectacle nous propose un voyage souterrain dans les anciennes caves qui s'étendaient sous les Galeries Saint-Hubert, inaugurées en 1874 par Léopold I^{er}. On y accède par le théâtre du Vaudeville, au 13-15 de la Galerie de la Reine, complètement restauré après plusieurs années de fermeture ou de réutilisation inadéquate.

Un comédien nous accueille sur la scène, pour entamer notre promenade découverte sur les pas du Dragon, sculpture d'Hélène Taquet, le vrai marais luxuriant nous rappelle la situation de Bruxelles, le tram imaginé par Schuiten comme dans son album *Brüsel* nous fait traverser les murs, jusqu'à la fresque en trois dimensions de Paul Day, artiste anglais. Les surréalistes sont évoqués par quelques livres, un fondu enchaîné de diapositives illustre les mets typiquement bruxellois, des photos nous présentent la multiplicité des tables à Bruxelles.

Last but not least, Bruxelles, capitale de l'Europe: Olivier Baudoux nous présente une gigantesque table métallique, sculpture animée d'une multitude de systèmes mécaniques, symbolisant l'Europe des six s'élargissant vers l'Europe des vingt-cinq.

Cette expo-spectacle présente judicieusement les multiples facettes de Bruxelles. À voir, sans hésiter.

Y. M.d. C.

Infos et réservations: *Bruxelles en scène*, Galerie de la Reine 23 à 1000 Bruxelles, Tél: 02/512.57.45 - info. enscene@skynet.be - www.bruxelles-enscene.be

Par-dessus les voix

Après la surenchère d'images et d'émotions suscitées par l'attentat du 11 septembre, on attendait la littérature. Deux ans après, les mots pouvaient-ils dire l'effroi devant cette barbarie «moderne»?

Que peut l'écrit face à l'indicible? Très peu lorsqu'il éructe, jacte, soliloque. Peut-on nommer l'horreur vécue en spectateur? En a-t-on le droit? Sans doute, à la condition de toucher juste, sous peine de voir l'alibi suspect d'indignité. C'est très exactement ce que provoquent les lectures de *11 septembre mon amour* (le titre, déjà...) et *Windows on the World*. Deux ouvrages qui ne mériteraient pas une ligne critique s'ils n'étaient à ce point emblématiques de l'almalgame primaire qui frappe désormais de son sceau les conflits mondiaux et toute velléité de pensée contradictoire. Jusque et y compris dans la fiction quand elle se pare, comme ici, des attributs du *talk show*, de la vacuité élevée au rang du nécessaire. De l'enfer devraient naître de grandes œuvres visionnaires ou consolatrices. Hélas n'est pas Stefan Zweig qui veut, à savoir une conscience aiguë qui appelle à la responsabilité, à la réconciliation, à l'impossible, la chimérique, la nécessaire réconciliation. N'est pas non plus Primo Levi, Jorge Semprun, Jean Améry qui veut pour nommer l'innommable, jusqu'à l'échec, jusqu'au suicide. Restent ceux qui périssent, réquisitionnent le crachoir, ironisent, dévoient l'écrit au niveau -1 du café du commerce, comme si avec les Tours s'était effon-

drée la pensée au profit du carton-pâte, de l'audace stérile, du bavardage mondain. Or, on les publie. Pourquoi? Qu'est-ce qu'une parole qui ne donne pas à penser, à sentir, qui fait l'économie de l'éthique, de la hauteur ou à défaut de recul? Frédéric Beigbeder, écrivain dandy jusqu'au bout de son *curriculum vitae*, et Luc Lang, romancier et professeur d'esthétique, font le contraire: ils prétendent écrire en temps réel, retrouver les sentiments des victimes et les leurs au moment de la catastrophe. «*L'enfer dure une heure trois quarts, ce livre aussi*». Pour se sentir en communion avec les morts du *World Trade Center*, «*cette chambre à gaz de luxe*», le premier est allé écrire au sommet de la tour Montparnasse... Luc Lang lui, refuse la fiction, il retrace son voyage raté au pays des Indiens. Raté, car le 11 septembre, les Blackfeet lui tournent le dos pour regarder la télé. Périple sans intérêt d'un franchouillard en Amérique. Risible dans l'alignement des lieux communs critiques, suffoquant dans son incantation: le 11 septembre serait une forme de châtiment expiatoire, de désir de la catastrophe, les victimes de New York payant malgré elles pour le génocide indien et pour Hiroshima. Le début du récit de Luc Lang eût suffi, très beau dans son évocation des voix se disant adieu par téléphone portable, du bout des mots comme on se tient la main. Ces voix, Marcel-André Adamek leur donne la parole, par le meilleur cette fois, la fiction, la vraie, qui pourrait être de l'anticipation si les échos ne nous étaient si familiers. *La grande Nuit* est le récit de la catastrophe, l'ultime, celle qui ravagera le monde pour ne laisser que quelques survivants brûlés, défigurés, fondus jusqu'à l'âme. Sur cette terre désolée, Malek, un éthologue, rencontre deux

amazones androphages, une femme officier violée par ses soldats et enceinte, un groupe d'humains en sur-sis retrouvant après un détour par la sauvagerie et l'atavisme, les gestes de la civilisation, de la loi, du sacré. Ces pages-là, magnifiquement écrites, toutes de pessimisme, d'humanité, d'humour et d'espérance unissent ensemble l'utopie et la poésie, la candeur et la lucidité et la fraternité par-delà la bêtise. Une petite fille, un homme parmi les hommes, un mutant larvaire au sourire ironique ou prometteur, allez savoir, sauveront du néant ces êtres chassés du paradis terrestre. Et tout recommencera à l'identique ou éclairé, qui sait, par la conscience... En point d'orgue vient *Petite suite au 11 septembre*, le poème d'Henry Bauchau adressé à la romancière Nancy Huston. Par-delà l'âge, le sexe, la culture, tout ce qui devrait les séparer et par là même les rapproche, il dédie ces mots en écho aux siens, prémonitoires, «*Que feront-ils sans nos prières? Qui priera pour nos assassins? Quand ils nous auront tués?*» Ces deux-là témoignent de l'inallassable combat des mortels contre dieux et diables de tous poils. Chacun à leur manière, ils opposent la compassion à la bestialité et le mot juste aux fatwas de tous ordres. La respiration d'un vers économe comme une flèche zen. Dans le titre des romans de Nancy Huston, *Le cantique des plaines, Instruments des ténèbres, Dolce agonia*, Henry Bauchau voit la trace et la défaillance de l'idée même de nation, du rêve brisé. Il n'y a plus de sanctuaire, nulle part, les États-Unis pouvaient l'être mais l'idéal d'un Nouveau Monde racheté sur l'Ancien s'est abîmé dans la forfaiture, la cupidité, les bûchers du Ku Klux Klan. Avec toute la douceur de la clarté, le vieil homme dit *non* comme sa chère Antigone dit *non* au chemin obligé allant du don de la vie à sa spoliation. «*L'histoire (si tu l'écoutes de tout son poids pesant sur le grand nombre) tu entendras homme de guerre femme vivante s'élever le très long gémissement séculaire qui ébranle, qui fait vaciller tours et cités des sciences, cathédrales mathématiques la Dame à la licorne la pie sur le gibet et les paysans disparus qui dansaient autour d'elle*». Face au tumulte répété, à la raison du plus fort, inaltérable, face à l'image qui oblitère, à la parole galvaudée, le poète, lui, se tait dans une langue admirable. ■

Sophie Creuz

Internet et le paradis perdu

On a de la peine à y croire, mais il fut un temps où l'internet était un endroit convivial, une sorte d'éden où les autres étaient d'autres moi-mêmes et où l'argent n'avait pas droit de cité.

En ce temps-là, les «anciens» (qui avaient découvert le net six mois plus tôt) tendaient la main à ceux qui venaient de les rejoindre dans cette communauté de pionniers. Ils leur expliquaient les règles de la Netiquette, ce code de bonne conduite qui s'imposait de lui-même à tous les internautes. On donnait son adresse électronique au premier venu, convaincu que, sur le Net, on était tous une bande de chouettes amis. Les sites ne diffusaient pas de publicité, mais uniquement des infos sur les passions de leurs auteurs, qui étaient souvent les mêmes que les vôtres: leurs meilleures recettes de cuisine, par exemple. Ou la liste complète des épisodes de *Star Trek*, mais sans photo parce que scanners, webcams et photos digitales étaient hors de prix. En ce temps-là, quand on voulait trouver une image déshabillée, il fallait vraiment faire des efforts. Les sites négationnistes devaient se compter sur les doigts d'une main. Et encore, tous les doigts ne servaient pas. On recevait régulièrement des courriers électroniques avertissant de l'existence de virus. Mais, des vrais virus, on en voyait passer au grand maximum un par an. Et encore, on n'était pas sûr que c'était un virus, mais, par prudence, on préférait détruire la pièce jointe sans l'ouvrir, alors qu'elle contenait uniquement une recette de cuisine. Ou les photos de *Star Trek* scannées chez le vendeur d'ordinateurs du coin.

Frisson et communauté planétaire

Le spam était quelque chose d'un peu mythique, qui n'existait qu'aux États-Unis. D'ailleurs, en ce temps-là, la plupart du Web n'existait qu'aux États-Unis, et si vous ne maîtrisiez pas la langue de Shakespeare, vous

risquiez de vous embêter quelque peu pendant votre séance de surf. À cette époque, se connecter au Web, c'était encore un grand frisson. On faisait enfin partie de ce monde d'initiés qui avaient aboli les frontières et les distances. On en était sûr: dans quelques années, on pourrait travailler en Belgique et habiter en Afrique. Il suffirait, chaque jour, de se connecter au Web pour travailler quelques heures. Et, grâce au e-commerce planétaire, l'artiste sénégalais qui peint des soleils couchants sur des réservoirs à essence de Harley pourrait les vendre immédiatement aux bikers de Los Angeles. Une vraie communauté d'amis, on vous dit. Cette vision paradisiaque remonte, il est vrai, à des temps préhistoriques. À 1996, dans ces coins-là. Voire encore à 1997, et peut-être un peu à 1998. Même en sachant qu'une année, pour un ordinateur, doit correspondre à quelque chose comme dix ans pour un humain, on reste quand même surpris de la rapidité avec laquelle l'internet, rêvé à cette époque comme une bulle virtuelle où d'autres rapports humains étaient possibles, s'est retrouvé plongé dans le monde réel. Voire parfois trop réel. Qu'est-ce qui nous a fait quitter le paradis des internautes? L'arrivée des «professionnels»? Probablement: quand les millions de la nouvelle économie ont débarqué dans ce qui n'était, somme toute, qu'un réseau où quelques *happy few* s'amusaient entre eux, ils ont quelque peu bousculé les règles établies, préférant imposer les leurs. Quand Bill Gates, un beau jour, a déclaré que l'avenir, c'était l'internet (alors que, jusque-là, il n'y avait guère prêté attention), c'est comme s'il avait sifflé la fin de la récréation.

Le retour du réel

D'autres facteurs ont joué: la lassitude des «anciens» qui, peu à peu, se sont fatigués de réexpliquer chaque fois aux nouveaux venus, de plus en plus nombreux, que, non, les femmes afghanes ne seront pas tirées d'affaire juste parce que vous signez une pétition d'autant plus virtuelle que son destinataire n'existe pas. Les virus, eux, ont commencé à devenir une menace bien réelle. De même que les «chevaux de Troie», ces bouts de logiciel qui squattent votre PC pour l'obliger à effectuer, à votre insu, des choses dont vous ignorez tout. Et les rencontres sur le web sont devenues suspectes. Non, l'inconnu avec qui vous échangez des courriers n'est peut-être pas vraiment tel qu'il se décrit. Bref, la distance qui séparait communauté virtuelle et monde réel s'est estompée. Enfin est venu le coup de grâce: le 11 septembre. Puisque l'internet était le monde et que le monde était l'internet, si l'un des deux se révélait soudain hostile, l'autre devait suivre. Et, brutalement, les gens que je croisais sur le net n'étaient plus d'autres moi-mêmes, mais des individus potentiellement dangereux. Voilà pourquoi, aujourd'hui, le réseau reste un instrument prodigieux, mais qu'il ne fait plus parler de lui que lorsque des virus s'y propagent, des escrocs l'exploitent, des fondamentalistes y font transiter des messages fondamentalistes ou, de manière plus générale, des individus peu recommandables l'utilisent à des fins peu recommandables. La magie des débuts a disparu, remplacée par une vague paranoïa: l'artiste sénégalais n'a toujours pas vendu une seule de ses œuvres à un biker américain et ne risque pas de le faire avant longtemps. Quant aux pionniers des premiers jours, ils attendent la prochaine révolution technologique pour recréer leur communauté un peu édenique, un peu illusoire. Leur monde virtuel où, cette fois-ci c'est certain, n'entreront que des amis. ■

Marc Oschinsky

Après le 11 septembre, les gens que je croisais sur le net n'étaient plus d'autres moi-mêmes, mais des individus potentiellement dangereux.

© AFP

New York - 11 septembre - De l'enfer auraient dû naître de grandes œuvres...

- Frédéric Beigbeder, *Windows on the World*, Grasset.
- Luc Lang, *11 septembre mon amour*, Stock.
- Marcel-André Adamek, *La Grande Nuit*, La Renaissance du Livre.
- André Bauchau, *Petite Suite au 11 septembre*, Le Grand Miroir.